



VIVE LE PCF (MLM) !

Staline

Des principes du léninisme

Conférences faites à l'Université Sverdlov au début d'avril 1924

A la promotion Lénine, je dédie ces pages

– J. Staline

Les principes du léninisme : le sujet est vaste. Pour le traiter à fond, il faudrait tout un ouvrage, plusieurs même. Aussi mes conférences ne sauraient-elles y suffire. Elles ne seront, dans le meilleur des cas, qu'un exposé succinct des bases du léninisme. Néanmoins, cet exposé aura son utilité, car il servira dans une certaine mesure de point de départ à une étude sérieuse du marxisme.

Exposer les principes du léninisme, ce n'est pas encore exposer les principes de la philosophie de Lénine. Lénine est marxiste et le marxisme, certes, est à la base de sa philosophie. Mais il ne s'ensuit pas que l'exposition du léninisme doive être commencée par l'exposition des principes du marxisme.

Exposer le léninisme, c'est exposer ce qu'il y a de spécial dans les travaux de Lénine, ce que Lénine a apporté de nouveau au marxisme, ce qui est lié spécialement à son nom. C'est dans ce sens seulement que je parlerai ici des principes du léninisme.

Qu'est-ce que le léninisme ?

D'après les uns, c'est l'application du marxisme aux conditions spéciales de la Russie. Cette définition renferme une part de vérité, mais une part seulement. Lénine a, en effet, appliqué, et supérieurement appliqué, le marxisme à la situation russe. Mais si le léninisme n'était que l'application du marxisme à la situation spéciale de la Russie, il aurait un caractère purement national, uniquement russe. Or, le léninisme n'est pas seulement un phénomène russe, mais un phénomène international. Voilà pourquoi cette définition est trop étroite.

D'autres déclarent que le léninisme est la résurrection des éléments révolutionnaires du marxisme de 1850 qui, soi-disant, dans les années suivantes, est devenu modéré, a perdu de son caractère révolutionnaire.

Abstraction faite de cette division stupide de la doctrine de Marx en deux parties : la partie révolutionnaire et la partie modérée, il faut reconnaître que cette définition, malgré toute son insuffisance, renferme une part de vérité.

Cette part de vérité, c'est que Lénine a, en effet, ressuscité le contenu révolutionnaire du marxisme, étouffé par les opportunistes de la IIe Internationale. Mais ce n'est là qu'une parcelle de la vérité. La vérité intégrale, c'est que le léninisme non seulement a ressuscité le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en le développant dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat.

Qu'est-ce, en fin de compte, que le léninisme ?

Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier.

Marx et Engels vivaient à une époque prérévolutionnaire où l'impérialisme était encore à l'état embryonnaire, où les prolétaires ne faisaient encore que se préparer à la révolution, où la révolution prolétarienne n'était pas encore une nécessité directe, pratique.

Lénine, disciple de Marx et d'Engels, a vécu à une époque d'épanouissement de l'impérialisme, de développement de la révolution prolétarienne, à une époque où cette révolution, triomphante dans un pays, y détruisait la démocratie bourgeoise et ouvrait l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des soviets.

Voilà pourquoi le léninisme est le développement du marxisme.

On souligne ordinairement, et avec raison, le caractère exceptionnellement combatif et révolutionnaire du léninisme.

Mais cette particularité du léninisme s'explique par deux raisons tout d'abord parce que le léninisme est sorti de la révolution prolétarienne dont il ne pouvait pas ne pas garder l'empreinte ; ensuite, parce qu'il a grandi et s'est fortifié dans la lutte contre l'opportunisme de la IIe Internationale, lutte qui était et reste la condition nécessaire du succès de la lutte contre le capitalisme. Il ne faut pas oublier qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étend toute une période de domination illimitée de l'opportunisme de la IIe Internationale.

Cet opportunisme, il fallait le combattre, et c'était là une des tâches les plus importantes du léninisme.

I – Les racines historiques du léninisme.

Le léninisme a grandi et s'est constitué dans les conditions de l'impérialisme, alors que les contradictions du capitalisme avaient atteint leur plus haut point d'acuité, que la révolution prolétarienne était devenue une question pratique immédiate, que la période de préparation de la classe ouvrière à la révolution était terminée et faisait place à la période de l'assaut direct contre le capitalisme.

Lénine a appelé l'impérialisme le « capitalisme déperissant ». Pourquoi ? Parce que l'impérialisme porte les contradictions du capitalisme jusqu'à leurs limites extrêmes, après lesquelles commence la révolution. Parmi ces contradictions, il en est trois particulièrement importantes.

La *première*, c'est la contradiction entre le travail et le capital. L'impérialisme, c'est l'omnipotence des trusts et syndicats monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Pour lutter contre cette omnipotence, les méthodes habituelles de la classe ouvrière : syndicats et coopératives, partis et lutte parlementaire, étaient tout à fait insuffisantes.

Se mettre à la merci du capital, végéter et dégénérer de plus en plus, ou bien adopter une nouvelle arme et engager la lutte directe : telle est l'alternative que l'impérialisme pose à l'innombrable armée du prolétariat.

L'impérialisme amène ainsi la classe ouvrière à la révolution.

La *deuxième contradiction* est l'antagonisme des différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières première, pour les territoires étrangers.

L'impérialisme, c'est l'exportation du capital vers les sources de matières premières, la lutte acharnée pour la possession exclusive de ces sources, pour un nouveau partage du monde, lutte de nouveaux groupes financiers et puissances voulant leur place au soleil contre les anciens qui ne veulent pas lâcher leur proie.

Cette lutte entre capitalistes renferme inévitablement l'élément de guerres impérialistes, de guerres pour l'annexion de territoires étrangers. Or, cet état de choses lui-même entraîne l'affaiblissement des impérialistes les uns par les autres, l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, accélère la révolution prolétarienne et impose pratiquement cette révolution.

La *troisième contradiction*, c'est la contradiction entre quelques nations « civilisées » puissantes et les petites nations faibles et les peuples coloniaux.

L'impérialisme, c'est l'exploitation la plus éhontée et, en même temps, l'oppression la plus inhumaine de centaines de millions d'hommes des colonies et des pays dépendants. Tirer les profits les plus considérables de ces pays : tel est le but de cette exploitation et de cette oppression.

Mais pour exploiter ces pays, l'impérialisme est obligé de construire des chemins de fer, des fabriques et des usines, de créer des centres commerciaux et industriels. Apparition d'une classe de prolétaires, formation d'une classe d'intellectuels indigènes, éveil de la conscience nationale, renforcement du mouvement libérateur : tels sont les résultats inévitables de cette « politique », résultats attestés par le renforcement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays asservis.

Or, ce mouvement a une très grande importance pour le prolétariat, car il sape la position du capitalisme en transformant les colonies et les pays asservis, réserve de l'impérialisme, en réserve de la révolution prolétarienne.

Telles sont les principales contradictions de l'impérialisme qui ont amené la décrépitude de l'ancien capitalisme « florissant ». La dernière grande guerre impérialiste a groupé toutes ces contradictions en un faisceau unique et les a jetées dans le plateau de la balance, accélérant et facilitant ainsi les batailles révolutionnaires du prolétariat.

En d'autres termes, l'impérialisme a fait de la révolution une nécessité pratique ; en outre, il a créé des conditions favorables pour l'assaut des citadelles du capitalisme.

Telle est la situation internationale qui a engendré le léninisme.

Tout cela est parfait, dira-t-on, mais que vient faire ici la Russie, qui n'était pas et ne pouvait pas être le pays classique de l'impérialisme ?

Que vient faire ici Lénine, qui a travaillé avant tout en Russie et pour la Russie ?

Pourquoi est-ce la Russie qui a été le foyer du léninisme, la terre où ont surgi la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne ?

Parce que la Russie était en quelque sorte le nœud de toutes ces contradictions de l'impérialisme.

Parce que la Russie était, plus que tout autre pays, grosse de la révolution et que, seule, elle était en état de résoudre ces contradictions par la voie révolutionnaire.

En effet, la Russie tsariste était le foyer de l'oppression sous toutes ses formes : capitaliste, coloniale et militaire, et cette oppression s'y manifestait sous son aspect le plus barbare.

L'omnipotence du capital s'y alliait au despotisme, l'agressivité du nationalisme à l'oppression féroce des peuples non-russes, l'exploitation économique de régions entières de la Turquie, de la Perse et de la Chine à la conquête militaire de ces régions par le tsarisme. Lénine avait raison de dire que le tsarisme était un « impérialisme féodal militaire ». Le tsarisme était la quintessence des côtés les plus négatifs de l'impérialisme.

De plus, la Russie tsariste était une immense réserve pour l'impérialisme européen, non seulement parce qu'elle donnait librement accès au capital étranger (qui détenait des branches aussi importantes de l'économie russe que le combustible et la métallurgie), mais aussi parce qu'elle pouvait fournir aux impérialistes d'Occident des millions de soldats.

Ainsi, pendant la guerre, douze millions de Russes ont versé leur sang sur les fronts impérialistes pour assurer les profits effrénés des capitalistes anglo- français.

En outre, le tsarisme était non seulement le chien de garde de l'impérialisme en Europe orientale, mais encore son agence pour la perception des intérêts formidables des emprunts qui lui étaient délivrés à Paris, à Londres, à Berlin et à Bruxelles.

Le tsarisme enfin était, en ce qui concerne le partage de la Turquie, de la Perse et de la Chine, le fidèle allié de l'impérialisme occidental. La guerre impérialiste n'a-t-elle pas été menée par le tsarisme allié aux puissances de l'Entente, la Russie n'a-t-elle pas été le principal agent de cette guerre ?

Voilà pourquoi les intérêts du tsarisme et de l'impérialisme d'Occident étaient ceux de l'impérialisme en général. L'impérialisme d'Occident pouvait-il se résigner à la perte de ce puissant appui en Orient et de cette source de forces et de richesses qu'était l'ancienne Russie bourgeoise sans essayer tous les moyens, y compris la guerre contre la révolution russe, pour défendre et maintenir le tsarisme ? Évidemment, non !

Il s'ensuit que, si l'on voulait frapper le tsarisme, il fallait aussi frapper l'impérialisme, que, si l'on avait véritablement l'intention de déraciner le tsarisme, il fallait, après l'avoir renversé, renverser également l'impérialisme.

Ainsi donc, la révolution contre le tsarisme devait aboutir au renversement du capitalisme. Les communistes russes ne pouvaient agir autrement, leur voie était la seule qui leur permît d'espérer dans la situation internationale des changements susceptibles de garantir la Russie contre la restauration du régime bourgeois.

Voilà pourquoi la Russie est devenue le foyer du léninisme ; voilà pourquoi le chef des communistes russes, Lénine, est devenu le créateur du léninisme.

Il est arrivé à la Russie et à Lénine à peu près ce qui est arrivé à l'Allemagne et à Marx et Engels vers 1850.

Comme la Russie du début du XXème siècle, l'Allemagne était grosse alors de la révolution bourgeoise. Dans le *Manifeste communiste*, Marx écrivait :

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, et parce qu'elle accomplira cette révolution avec une civilisation européenne plus avancée et avec un prolétariat infiniment plus développé qu'il ne l'était en Angleterre et en France au XVIIème et au XVIIIème siècle, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En d'autres termes, le centre du mouvement révolutionnaire était reporté sur l'Allemagne.

De même la Russie, au début du XXème siècle, était à la veille de la révolution bourgeoise. Mais alors la civilisation européenne était plus avancée, le prolétariat russe plus développé, et tout portait à croire que cette révolution serait le ferment et le prologue de la révolution prolétarienne.

En 1902 déjà, alors que la révolution russe n'était encore qu'à l'état embryonnaire, Lénine, dans *Que Faire ?* Écrivait :

L'histoire impose aux marxistes russes une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de celles qui incombent au prolétariat des différents pays, l'accomplissement de cette tâche, c'est-à-dire la destruction du rempart le plus puissant de la réaction européenne et asiatique, fera du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international.

Autrement dit, le centre du mouvement révolutionnaire devait être reporté en Russie.

Le cours de la révolution, on le sait, a justifié entièrement cette prédiction de Lénine.

Est-il étonnant, après cela, qu'un pays qui a accompli une telle révolution et qui dispose d'un tel prolétariat ait été la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne ?

Est-il étonnant que le chef du prolétariat, Lénine, soit devenu le créateur de cette théorie et de cette tactique et le chef du prolétariat international ?

II – La méthode

J'ai dit plus haut qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étendait toute une période de domination de l'opportunisme de la IIe Internationale. Pour préciser, j'ajouterai qu'il ne s'agit pas de la domination formelle, mais uniquement de la domination effective de l'opportunisme.

Formellement, la IIe Internationale était dirigée par des marxistes orthodoxes comme Kautsky et autres. En réalité, son travail fondamental s'effectuait dans la ligne de l'opportunisme.

Petits-bourgeois de nature, les opportunistes s'adaptaient à la bourgeoisie ; quant aux « orthodoxes », ils s'adaptaient aux opportunistes pour « conserver l'unité » avec ces derniers, pour maintenir « la paix dans le parti ».

En définitive, l'opportunisme dominait, car, par les opportunistes, les « orthodoxes » étaient liés indissolublement à la politique de la bourgeoisie.

Ce fut une période de développement relativement pacifique du capitalisme, une période d'avant-guerre pour ainsi dire, où les contradictions de l'impérialisme ne s'étaient pas encore révélées dans toute leur ampleur, où les grèves économiques et les syndicats se développaient plus ou moins « normalement », où les partis socialistes remportaient des succès électoraux et parlementaires foudroyants, où les formes légales de lutte étaient portées aux nues et où l'on espérait « tuer » le capitalisme par la légalité ; en un mot, une période où les partis de la IIe Internationale, grossissaient, s'empêtaient et ne songeaient plus à la révolution, à la dictature du prolétariat, à l'éducation révolutionnaire des masses.

Au lieu d'une théorie révolutionnaire intégrale, des thèses contradictoires, des fragments de théorie sans liaison avec la lutte révolutionnaire effective des masses, des dogmes abstraits et surannés. Formellement, on se référait encore à la théorie de Marx, mais uniquement pour la dépouiller de son esprit révolutionnaire.

Au lieu d'une politique révolutionnaire, un philistinisme amorphe, une politique mesquine, des combinaisons parlementaires. De temps à autre, des décisions et des mots d'ordre révolutionnaires, enterrés aussitôt qu'adoptés.

Au lieu d'apprendre au parti la tactique révolutionnaire véritable, par l'étude de ses propres fautes, on évitait soigneusement les questions épineuses. Quand, par hasard, on y touchait, c'était pour les estomper et terminer la discussion par une résolution élastique.

Tels étaient la physionomie, la méthode de travail et l'arsenal de la IIe Internationale.

Pourtant, on entra dans une nouvelle période la période des guerres impérialistes et des combats révolutionnaires du prolétariat. Les anciennes méthodes de lutte s'avéraient nettement insuffisantes devant l'omnipotence du capital financier.

Il fallait réviser tout le travail, toute la méthode de la IIe Internationale, en expulser le philistinisme, l'étroitesse mesquine, la politique à combinaisons, le social-chauvinisme, le social-pacifisme. Il fallait faire l'inventaire de l'arsenal de la IIe Internationale, en rejeter tout ce qui était rouillé et

désuet, forger de nouvelles armes. Sans ce travail préliminaire, il était impossible d'engager la guerre contre le capitalisme. Sans ce travail, le prolétariat risquait de se trouver insuffisamment armé ou même complètement désarmé dans les batailles révolutionnaires futures.

C'est au léninisme qu'allait incomber cette révision générale. Tout d'abord à l'épreuve des dogmes de la IIe Internationale.

Voilà dans quelle situation est née et s'est formée la méthode du léninisme.

A quoi se ramène cette méthode ?

Tout d'abord à la *vérification* des dogmes de la IIe Internationale dans le creuset de la lutte révolutionnaire des masses, dans le creuset de la pratique, c'est-à-dire à la restauration de l'unité entre la théorie et la pratique, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut former un parti véritablement prolétarien, armé d'une théorie révolutionnaire.

En second lieu, à la *vérification* de la politique des partis de la IIe Internationale, non pas d'après leurs mots d'ordre et résolutions, mais d'après leurs œuvres, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut conquérir et mériter la confiance des masses prolétariennes.

En troisième lieu, à la *réorganisation* de tout le travail du parti dans l'esprit révolutionnaire, à l'éducation des masses, à leur préparation à la lutte révolutionnaire et à la révolution prolétarienne.

En quatrième lieu, à l'*autocritique* des partis prolétariens, à leur éducation par l'expérience de leurs propres fautes, car ce n'est qu'ainsi qu'on peut former des cadres et des leaders véritables du parti.

Telles sont les bases et l'essence de la méthode du léninisme.

Comment cette méthode fut-elle appliquée ?

Les opportunistes de la IIe Internationale ont une série de dogmes sur lesquels pivote toute leur action. Voyons-en quelques-uns.

Premier dogme : le prolétariat ne peut pas et ne doit pas prendre le pouvoir s'il n'est pas la majorité dans le pays. A cette assertion, les opportunistes n'apportent aucune preuve, car ni théoriquement, ni pratiquement, cette thèse absurde ne saurait se justifier.

Admettons-la pour un instant, répond Lénine. Mais s'il se produit une situation (guerre, crise agraire, etc.) dans laquelle le prolétariat, minorité de la population, a la possibilité de grouper autour de lui l'immense majorité des masses laborieuses, pourquoi alors ne prendrait-il pas le pouvoir ?

Pourquoi ne profiterait-il pas de la situation intérieure et internationale favorable pour percer le front du capital et précipiter le dénouement ?

Marx n'a-t-il pas dit, vers 1850, que la révolution prolétarienne en Allemagne serait en excellente posture si on pouvait l'aider par « une réédition pour ainsi dire de la guerre paysanne » ?

Or, à cette époque, le nombre des prolétaires en Allemagne était comparativement moindre que dans la Russie de 1917.

La pratique de la révolution prolétarienne russe n'a-t-elle pas montré que ce dogme, cher aux hommes de la 2^e Internationale, est dénué de toute signification vitale pour le prolétariat ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses sape de plus en plus ce dogme suranné ?

Deuxième dogme : le prolétariat ne peut pas garder le pouvoir s'il ne dispose pas de cadres suffisants d'intellectuels et de techniciens capables d'organiser l'administration du pays ; il faut commencer par former ces cadres sous le capitalisme et ensuite s'emparer du pouvoir.

Admettons-le, répond Lénine, mais pourquoi ne pourrait-on tout d'abord prendre le pouvoir et créer des conditions favorables pour le développement du prolétariat, quitte ensuite à mettre les bouchées doubles, à élever le niveau culturel des masses laborieuses et à former rapidement des cadres de dirigeants et d'administrateurs recrutés parmi les ouvriers ?

La pratique russe n'a-t-elle pas montré que ces cadres ouvriers se forment mieux et plus vite sous le pouvoir prolétarien que sous le pouvoir du capital ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses réfute victorieusement ce dogme des opportunistes ?

Troisième dogme : la méthode de la grève politique générale est inacceptable pour le prolétariat, car elle est théoriquement inconsistante (voir la critique d'Engels) et pratiquement dangereuse (elle peut troubler le cours de la vie économique du pays, vider les caisses des syndicats) ; elle ne peut remplacer la lutte parlementaire, qui représente la forme principale de la lutte de classe du prolétariat.

Parfait, répondent les léninistes. Mais, premièrement, Engels n'a critiqué qu'une certaine sorte de grève générale : la grève *économique* générale que préconisent les anarchistes *en remplacement* de la lutte politique du prolétariat ; et alors, pourquoi se référer à Engels pour condamner la grève *politique* générale ? Deuxièmement, qu'est-ce qui prouve que la lutte parlementaire est la principale forme de lutte du prolétariat ?

L'histoire du mouvement révolutionnaire ne démontre-t-elle pas que la lutte parlementaire n'est qu'une école, qu'un point d'appui pour l'organisation de la lutte extra-parlementaire du prolétariat, que les questions essentielles du mouvement ouvrier en régime capitaliste sont résolues par la force, par la lutte directe, la grève générale, l'insurrection des masses prolétariennes ?

Troisièmement, où a-t-on vu que nous voulions remplacer la lutte parlementaire par la méthode de la grève politique générale ?

Où et quand les partisans de la grève politique générale ont-ils essayé de substituer aux formes parlementaires de lutte les formes de lutte extra-Parlementaires ?

Quatrièmement, la révolution en Russie n'a-t-elle pas montré que la grève politique générale est la plus grande école de la révolution prolétarienne, en même temps qu'un moyen unique de mobilisation et d'organisation des masses prolétariennes à la veille de l'assaut des citadelles du capitalisme ?

Alors, que viennent faire ici les lamentations sur la désorganisation de la vie économique et sur les caisses des syndicats ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire réfute également ce dogme des opportunistes ?

Voilà pourquoi Lénine disait que « la théorie révolutionnaire n'est pas un dogme », « qu'elle ne se constitue définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique du mouvement révolutionnaire de masse véritable » (*Maladie infantile*), car elle doit servir la pratique, « répondre aux questions posées par la pratique » (*Les amis du peuple*), être vérifiée par les données de la pratique.

En ce qui concerne les mots d'ordre et décisions politiques des partis de la IIe Internationale, il suffit de se rappeler le fameux mot d'ordre : « Guerre à la guerre ! » pour comprendre le mensonge, l'abjection de la politique de ces partis qui voilent leur œuvre antirévolutionnaire de mots d'ordre et de résolutions révolutionnaires.

Qui ne se souvient du congrès de Bâle où la IIe Internationale menaça les impérialistes des foudres de l'insurrection s'ils osaient entreprendre la guerre et proclama le mot d'ordre ; « Guerre à la guerre » ?

Mais, quelque temps après, au début même de la guerre, la résolution de Bâle était jetée au panier et l'on exhortait les ouvriers à s'entre-tuer pour la plus grande gloire de la patrie capitaliste. N'est-il pas clair que les mots d'ordre et résolutions révolutionnaires ne valent pas un rouge liard s'ils ne se traduisent pas par des actes ?

Il suffit de comparer la politique léniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile à la politique traîtresse de la IIe Internationale pendant la guerre pour comprendre toute la bassesse de l'opportunisme, toute la grandeur du léninisme.

Laissez-moi vous citer ici un passage de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, dans lequel Lénine flagelle rudement Kautsky pour sa tentative de juger des partis non pas par leurs œuvres, mais par leurs mots d'ordre et leurs décisions :

Kautsky pratique une politique petite-bourgeoise typique ; il s'imagine... que le fait d'arborer un mot d'ordre change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise réduit à néant cette illusion : pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours posé et seront toujours prêts à poser n'importe quel mot d'ordre. Il s'agit de vérifier leur sincérité, de comparer leurs œuvres à leurs paroles, de ne pas se contenter d'une phraséologie idéaliste ou charlatanesque et de rechercher le contenu de classe réel de leurs mots d'ordre...

Je ne parle pas de la crainte de l'autocritique, caractéristique des partis de la IIe Internationale, de leur parti pris de voiler leurs fautes, d'éluder les questions épineuses, de faire accroire que tout est pour le mieux dans leur organisation, d'étouffer ainsi la pensée vive et d'entraver l'éducation révolutionnaire de leurs membres, procédés tournés en ridicule et flétris par Lénine qui, dans la *Maladie infantile*, écrivait :

L'attitude d'un parti politique envers ses fautes est un des critères les plus importants et les plus sûrs de son sérieux, de son aptitude à s'acquitter de ses devoirs envers sa classe et les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement une faute, en découvrir les

causes, analyser la situation qui l'a provoquée, examiner attentivement les moyens de la réparer, c'est là l'indice d'un parti sérieux, c'est là, pour un parti, ce qui s'appelle faire son devoir, faire l'éducation de la classe et, partant, de la masse.

D'aucuns déclarent que l'autocritique est dangereuse pour un parti qui, dévoilant ses propres fautes, donne ainsi à ses adversaires des armes contre lui. Lénine considérait cette objection comme dénuée de sérieux et de fondement. Voici ce qu'il disait à ce propos, en 1924, dans sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière*, alors que notre parti était encore faible, insignifiant :

Ils [les adversaires des marxistes] exultent à la vue de nos discussions ; ils s'efforceront, certes, d'exploiter pour leurs fins certains passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre parti. Les marxistes russes sont déjà suffisamment trempés dans les batailles pour ne pas se laisser émouvoir par ces coups d'épingle, pour continuer leur travail d'autocritique et de dévoilement de leurs propres défauts, qui disparaîtront avec la croissance du mouvement ouvrier.

Tels sont, en somme, les traits caractéristiques de la méthode du léninisme.

Ce qu'il y a dans la méthode de Lénine se trouvait déjà virtuellement dans la doctrine de Marx qui, « dans son essence, est, comme le dit Marx lui-même, critique et révolutionnaire ».

C'est précisément de cet esprit critique révolutionnaire qu'est imprégnée toute la méthode de Lénine. Mais cette méthode n'est pas simplement la restauration, elle est la concrétisation et le développement de la méthode critique et révolutionnaire de Marx, de sa dialectique matérialiste.

III – La théorie

De ce thème, je retiendrai trois questions :

- a) importance de la théorie pour le mouvement prolétarien ;
- b) critique de la « théorie » de la spontanéité ;
- c) théorie de la révolution prolétarienne.

1. Importance de la théorie

D'aucuns estiment que le léninisme est la suprématie de la pratique sur la théorie, en ce sens que le principal dans le léninisme, c'est la traduction en actes des thèses marxistes, leur « accomplissement ».

Quant à la théorie, le léninisme soi-disant s'en soucie assez peu. Plekhanov, on le sait, s'est maintes fois moqué de l' « insouciance » de Lénine pour la théorie, et particulièrement pour la philosophie.

La théorie n'est pas non plus très en faveur chez nombre de praticiens léninistes actuels qui, accablés de travail, n'ont guère le temps d'y songer.

Cette opinion étrange sur Lénine et le léninisme est radicalement erronée et la tendance des praticiens à faire fi de la théorie contredit tout l'esprit du léninisme et comporte des dangers sérieux pour la pratique.

La théorie est la synthétisation de l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays. Elle perd sa raison d'être si elle n'est pas reliée à la pratique révolutionnaire, de même que la pratique erre dans les ténèbres si elle n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire.

Mais la théorie peut devenir la plus grande force du mouvement ouvrier si elle est indissolublement liée à la pratique révolutionnaire, car seule elle peut donner au mouvement l'assurance, l'orientation, l'intelligence de la liaison interne des événements, seule elle peut aider à comprendre le processus et la direction du mouvement des classes au moment présent et dans l'avenir prochain.

Lénine lui-même a dit maintes fois que

« sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire ».

Mieux que personne, Lénine comprenait l'importance extrême de la théorie, particulièrement pour un parti comme le nôtre, à qui incombe le rôle d'avant-garde du prolétariat international et qui a à travailler dans une situation intérieure et internationale des plus compliquées.

Prévoyant ce rôle spécial de notre parti, il jugeait nécessaire en 1902 déjà de rappeler que

« seul un parti dirigé par une théorie avancée peut s'acquitter du rôle de lutteur d'avant-garde ».

Maintenant que cette prédiction de Lénine sur le rôle de notre parti s'est réalisée, ses vues sur la théorie acquièrent une valeur particulière.

Lénine accordait une importance extrême à la théorie : la preuve en est qu'il a entrepris lui-même, dans le domaine de la philosophie matérialiste, la généralisation de toutes les acquisitions de la science depuis Engels, ainsi que la critique complète des courants antimatérialistes parmi les marxistes. Engels disait que « le matérialisme doit prendre un nouvel aspect à chaque nouvelle grande découverte ».

Ce nouvel aspect, Lénine l'a donné pour son époque dans son ouvrage remarquable : *Matérialisme et empiriocriticisme*. Or, il est à remarquer que Plekhanov, pourtant si enclin à railler l'insouciance de Lénine pour la philosophie, ne s'est pas décidé à entreprendre sérieusement l'accomplissement de cette tâche.

2. La théorie de la spontanéité

La « théorie » de la spontanéité est la théorie de l'opportunisme. Elle s'incline devant la spontanéité du mouvement ouvrier, nie en somme le rôle dirigeant de l'avant-garde, du parti de la classe ouvrière.

Cette théorie est en contradiction avec le caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier.

En effet, elle déclare que la lutte ne doit pas être dirigée contre les bases du capitalisme, que le mouvement doit suivre exclusivement la ligne des revendications « possibles », « admissibles » pour le capitalisme.

Elle est en somme pour la « ligne de moindre résistance » elle représente l'idéologie du trade-unionisme.

Elle n'admet pas que l'on donne au mouvement spontané un caractère conscient, méthodique ; elle ne veut pas que le parti marche à la tête de la classe ouvrière, qu'il élève la conscience des masses, qu'il mène le mouvement à sa suite.

Elle estime que les éléments conscients du mouvement ne doivent pas empêcher ce dernier de suivre sa voie et que le parti doit s'adapter au mouvement spontané et se traîner à sa remorque.

Elle est la théorie de la sous-estimation du rôle de l'élément conscient dans le mouvement, l'idéologie des « suiveurs », la base logique de tout opportunisme.

Pratiquement, cette théorie, qui est apparue avant la première révolution en Russie, conduisait ses partisans, les « économistes », à nier la nécessité d'un parti ouvrier indépendant en Russie, à s'élever contre la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le tsarisme, à prêcher la politique trade-unioniste dans le mouvement, à mettre en somme le mouvement ouvrier sous l'égide, sous la direction de la bourgeoisie libérale.

La lutte de l'ancienne *Iskra* et la brillante critique de la théorie des « suiveurs » donnée par Lénine dans *Que faire ?* ont non seulement terrassé l'économisme, mais créé les bases théoriques du mouvement véritablement révolutionnaire de la classe ouvrière russe.

Sans cette lutte, il était impossible même de songer à la création en Russie d'un parti ouvrier indépendant appelé à jouer le rôle directeur dans la révolution.

Mais la théorie de la spontanéité n'est pas spéciale à la Russie. Elle est extrêmement répandue, sous une forme un peu différente, il est vrai, dans tous les partis de la IIe Internationale. Elle n'est en somme que la théorie des « forces de production », théorie ravalée par les leaders de la IIe Internationale et qui justifie tout, concilie tout, constate les faits lorsqu'ils sont déjà devenus évidents pour tous et s'arrête, satisfaite, après les avoir constatés.

Marx disait que la théorie matérialiste ne peut se borner à expliquer le monde, qu'elle doit encore le transformer. Mais Kautsky et consorts n'ont souci de cette transformation ; ils préfèrent s'en tenir à la première partie de la théorie de Marx.

Voici un des innombrables exemples de l'application de la « théorie » des forces de production.

Au congrès de Bâle, les partis de la IIe Internationale avaient menacé de déclarer « la guerre à la guerre » en cas de conflagration militaire. Or, au début même de la guerre impérialiste, ces partis mirent au rancart le mot d'ordre : « Guerre à la guerre ! » et le remplacèrent par celui de : « Guerre pour la patrie impérialiste ! »

Ce changement de mot d'ordre entraîna la mort de millions d'ouvriers. Mais ce serait, soi-disant, une erreur de croire qu'il y a là des coupables, que certaines personnes ont trahi la classe ouvrière. Tout s'est accompli selon l'ordre naturel des choses. En effet, l'Internationale est un « instrument de paix » et non de guerre.

En outre, étant donné le « niveau des forces de production » qui existait alors, il était impossible de faire autrement.

Et ainsi, comme l'explique Kautsky, la faute en est aux « forces de production ».

Mais, dira-t-on, et le rôle des partis dans le mouvement ?

Un parti, répondent Kautsky et ses adeptes, ne peut rien faire contre un facteur aussi décisif que le « niveau des forces de production ».

On pourrait rapporter une foule d'exemples analogues de cette falsification du marxisme, qui évidemment est destinée à voiler l'opportunisme et n'est en somme qu'une adaptation européenne de la théorie des « suiveurs » que Lénine combattait déjà avant la première révolution.

Il est clair que la destruction de cette théorie essentiellement fautive est la condition préalable de la création de partis véritablement révolutionnaires en Occident.

3. La théorie de la révolution prolétarienne

La théorie léniniste de la révolution prolétarienne s'appuie sur trois thèses fondamentales.

Première thèse. La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés, l'émission d'actions et d'obligations, principale opération du capital financier ; l'exportation du capital vers les sources de matières premières, exportation qui est une des bases de l'impérialisme ; l'omnipotence d'une oligarchie financière, résultat de la domination du capital financier, dévoilent le caractère parasite, brutal du capitalisme monopolisateur, rendent beaucoup plus insupportable le joug des trusts et des syndicats capitalistes, accroissent l'indignation de la classe ouvrière contre le capitalisme, poussent les masses à la révolution prolétarienne dans laquelle elles voient leur unique moyen de salut (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

De là une exacerbation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, un accroissement des causes de conflits sur le front prolétarien intérieur, dans les « métropoles ».

Deuxième thèse. L'exportation croissante du capital dans les colonies et les pays assujettis, l'extension des « sphères d'influence » et de la colonisation, extension allant jusqu'à la mainmise sur tous les territoires du globe, la transformation du capitalisme en *système mondial* de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par quelques pays « avancés » ont fait des économies nationales isolées les anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale et divisé la population de la terre en deux camps : les pays capitalistes « avancés », qui exploitent et oppriment de vastes colonies et des pays nominalement plus ou moins indépendants, et l'immense majorité des pays coloniaux et assujettis, contraints de lutter pour s'affranchir du joug impérialiste. (V.I. Lénine : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.)

De là une aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, un accroissement de l'esprit de révolte contre l'impérialisme sur le front extérieur, le front colonial.

Troisième thèse. Le monopole des « sphères d'influence » et des colonies ; le développement inégal des différents pays capitalistes, qui entraîne une lutte acharnée entre les pays qui se sont déjà partagé les territoires du globe et ceux qui veulent recevoir leur « part » ; les guerres impérialistes, unique moyen de rétablir « l'équilibre », entraînent la création d'un troisième front, le front intercapitaliste, qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union du front prolétarien et du front colonial contre l'impérialisme.

De là, l'inéluclabilité des guerres sous l'impérialisme, l'inévitabilité de la coalition de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient, la formation d'un front mondial unique de la révolution, contre le front mondial de l'impérialisme.

De ces déductions, Lénine tire la déduction générale que

« l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste » (Cf. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

Par suite, la façon d'envisager la révolution prolétarienne, son caractère, ses grandes lignes, son ampleur, sa profondeur n'est plus la même qu'autrefois.

Auparavant, on analysait ordinairement les postulats de la révolution prolétarienne du point de vue de la situation économique de tel ou tel pays isolé.

Cette méthode est maintenant insuffisante.

Maintenant, il faut partir du point de vue de la situation économique de la totalité ou de la majorité des pays, du point de vue de l'état de l'économie mondiale. En effet, les pays et les économies nationales isolées ne sont plus des unités économiques indépendantes, mais des anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale, et l'ancien capitalisme « civilisateur » est devenu l'impérialisme, qui est le système mondial de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de la majorité de la population du globe par quelques pays « avancés ».

Auparavant, on avait coutume de parler de l'existence ou de l'absence des conditions objectives de la révolution prolétarienne dans des pays isolés ou, plus exactement, dans tel ou tel pays avancé.

Ce point de vue est maintenant insuffisant. Il faut tenir compte de l'existence des conditions objectives de la révolution dans tout le système de l'économie impérialiste mondiale, qui forme un tout unique. L'existence, dans ce système, de quelques pays insuffisamment développés au point de vue industriel, ne peut être un obstacle insurmontable à la révolution du moment que le système, dans son ensemble, est déjà mûr pour la révolution.

Auparavant, on parlait de la révolution prolétarienne dans tel et tel pays avancé comme d'une grandeur indépendante. Maintenant, ce point de vue est insuffisant.

Il faut parler de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique : le front mondial de l'impérialisme, auquel doit être opposé le front unique du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

Auparavant, on voyait dans la révolution prolétarienne uniquement le résultat du développement intérieur d'un pays donné. Maintenant, ce point de vue est insuffisant. Il faut considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays.

Où commencera la révolution ; où, dans quel pays, peut être en premier lieu percé le front du capital ?

Là où l'industrie est le plus perfectionnée, où le prolétariat forme la majorité, où la civilisation est le plus avancée, où la démocratie est le plus développée, répondait-on autrefois.

Non, répond la théorie léniniste de la révolution. Le front du capital ne sera pas nécessairement percé là où l'industrie est le plus développée ; il sera percé là où la chaîne de l'impérialisme est le plus faible, car la révolution prolétarienne est le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial à l'endroit le plus faible.

Donc, il peut se faire que le pays qui commence la révolution, qui fait brèche dans le front du capital, soit moins développé au point de vue capitaliste que d'autres qui restent pourtant dans le cadre du capitalisme.

En 1917, la chaîne du front impérialiste mondial s'est trouvée plus faible en Russie que dans les autres pays. C'est là qu'elle s'est rompue et qu'elle a donné issue à la révolution prolétarienne.

Pourquoi ?

Parce que, en Russie, se déroulait une grande révolution populaire dirigée par le prolétariat qui avait pour lui un allié important : la paysannerie opprimée et exploitée par les grands propriétaires fonciers.

Parce que la révolution avait comme adversaire le représentant le plus hideux de l'impérialisme, le tsarisme, privé de toute autorité morale et haï de toute la population. En Russie, la chaîne s'est trouvée plus faible, quoique ce pays fût moins développé au point de vue capitaliste que, par exemple, la France, l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Amérique.

Où va se briser prochainement la chaîne ? Là où elle est le plus faible. Il n'est pas impossible, par exemple, que ce soit dans l'Inde.

Pourquoi ?

Parce qu'il y a là un jeune prolétariat révolutionnaire combatif qui a pour allié le mouvement de libération nationale, mouvement incontestablement très puissant. Parce que, dans ce pays, la révolution a pour adversaire l'impérialisme étranger, privé de toute autorité morale et haï des masses exploitées et opprimées de l'Inde.

Il est possible, également, que la chaîne se brise en Allemagne. Pourquoi ? Parce que les facteurs qui agissent dans l'Inde commencent à agir également en Allemagne. Evidemment, la différence immense du niveau de développement entre l'Inde et l'Allemagne ne peut pas ne pas mettre son empreinte spéciale sur la marche et l'issue de la révolution en Allemagne.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

Les pays capitalistes d'Europe occidentale parachèveront leur évolution vers le socialisme, non pas par la maturation régulière du socialisme dans ces pays, mais au moyen de l'exploitation de certains Etats par d'autres, au moyen de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste... L'Orient, d'autre part, est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire par suite de cette première guerre impérialiste et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Brièvement parlant, la chaîne du front impérialiste, en règle générale, doit se briser là où les anneaux sont le plus fragiles et non nécessairement là où le capitalisme est le plus développé, où il y a un pourcentage considérable de prolétaires, relativement peu de paysans, etc.

Voilà pourquoi les données statistiques sur la proportion du prolétariat dans la population d'un pays isolé perdent, dans la solution de la question de la révolution prolétarienne, l'importance exceptionnelle que leur assignaient les statisticiens de la II^e Internationale, qui n'ont pas compris l'impérialisme et craignent la révolution comme le feu.

Les hommes de la II^e Internationale affirmaient (et continuent d'affirmer) qu'entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution prolétarienne il existe un abîme ou, en tout cas, un très long intervalle de temps (des dizaines et même des centaines d'années), au cours duquel la bourgeoisie arrivée au pouvoir développe le capitalisme, tandis que le prolétariat accumule des forces et se prépare à la « lutte décisive » contre le capitalisme.

Cette théorie est évidemment dénuée de tout fondement scientifique sous l'impérialisme : elle n'est et ne peut être qu'un moyen de voiler les aspirations contre-révolutionnaires de la bourgeoisie.

Il est clair qu'à l'époque où règne l'impérialisme, qui porte en lui le germe de collisions et de guerres ; où l'ancien capitalisme « florissant » n'est plus qu'un capitalisme « dépérissant » ; où le mouvement révolutionnaire croît dans tous les pays du monde ; où l'impérialisme s'allie à toutes les forces réactionnaires, y compris l'autocratie et le servage, rendant par là même d'autant plus nécessaire le bloc de toutes les forces révolutionnaires, depuis le mouvement prolétarien d'Occident jusqu'au mouvement de libération nationale d'Orient ; au moment où la suppression des survivances du régime féodal devient impossible sans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, il est clair, dis-je, que la révolution démocratique bourgeoise, dans un pays plus ou moins développé, doit tendre à la révolution prolétarienne, se transformer en cette dernière.

L'histoire de la révolution en Russie a démontré péremptoirement la justesse de cette proposition. Aussi Lénine avait-il raison quand, en 1905, à la veille de la première révolution russe, il représentait dans sa brochure : *Deux tactiques*, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste comme deux anneaux d'une même chaîne, comme les deux stades naturels de la révolution russe :

Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse paysanne pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable. Il doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui les éléments semi-prolétariens pour briser par la violence la résistance de la bourgeoisie et paralyser les paysans et la petite bourgeoisie instables. Telles sont ses tâches, que restreignent considérablement les partisans de la nouvelle *Iskra* dans leurs raisonnements et résolutions sur l'ampleur de la révolution.

Je ne parlerai pas ici des travaux ultérieurs de Lénine, où l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne est exprimée encore plus nettement et forme une des pierres angulaires de la théorie de la révolution.

Certains communistes croient que Lénine n'est venu à cette idée qu'en 1916, qu'auparavant il estimait que la révolution en Russie resterait dans le cadre bourgeois, que le pouvoir, par suite, passerait à la bourgeoisie et non au prolétariat. Cette opinion, paraît-il, a même pénétré dans notre presse communiste.

Or, elle est complètement erronée.

Pour le prouver, je pourrais me référer au discours dans lequel Lénine, au 3e congrès du parti (1905), qualifie la dictature du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire la victoire de la révolution démocratique, non pas d'« organisation de l'ordre », mais d'« organisation de la guerre ».

Je pourrais en outre rapporter les articles sur le Gouvernement provisoire (1905) dans lesquels Lénine, dépeignant le développement de la révolution en Russie, déclare :

Le parti doit faire en sorte que la révolution russe soit un mouvement non pas de quelques mois, mais de plusieurs années ; qu'elle n'amène pas seulement à de légères concessions de la part des autorités, mais au renversement complet de ces autorités.

Développant le tableau de cette révolution, qu'il rattache à celle d'Europe, Lénine continue :

Et si l'on y parvient, l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen, incapable de supporter plus longtemps la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera comment il faut faire ; et alors, la poussée révolutionnaire en Europe exercera sur la Russie un choc en retour et réduira chez nous la durée de la révolution à quelques années.

Je pourrais également citer l'article publié en novembre 1915 dans lequel Lénine écrit :

Le prolétariat lutte et luttera pour la conquête du pouvoir, la République, la confiscation des terres, la participation des masses populaires non-prolétariennes à la libération de la Russie bourgeoise du joug de cet impérialisme féodal militaire qui a nom le tsarisme. Et il profitera immédiatement de cette libération du joug du tsarisme, du pouvoir des propriétaires fonciers, non pour venir en aide aux paysans aisés dans leur lutte contre les ouvriers agricoles, mais pour effectuer la révolution socialiste en union avec le prolétariat européen (*Contre le courant*).

Je pourrais enfin rapporter un passage bien connu de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, où Lénine, se référant à son tableau de la révolution russe dans *Deux tactiques*, arrive à la conclusion suivante :

Le développement de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *D'abord*, il faut marcher avec toute la paysannerie contre la monarchie, les propriétaires fonciers, le régime moyenâgeux (et dans cette mesure la révolution reste bourgeoise, démocratique-bourgeoise). *Ensuite*, il faut marcher avec les paysans pauvres, les demi-prolétaires, tous les exploités, *contre le capitalisme* et ses représentants à la campagne : richards, koulaks, spéculateurs ; et ainsi la révolution devient *socialiste*. Tenter d'élever une barrière artificielle entre la première et la seconde révolution, séparées *uniquement* par le degré de préparation du prolétariat, son degré

d'union avec les paysans pauvres, c'est dénaturer le marxisme, le ravalier, le remplacer par le libéralisme.

Mais, nous dira-t-on, s'il en est ainsi, pourquoi Lénine a-t-il combattu l'idée de la « révolution permanente » ?

Parce qu'il voulait utiliser à fond les capacités et l'énergie révolutionnaires de la paysannerie pour la liquidation complète du tsarisme et le passage à la révolution prolétarienne, alors que les partisans de la « révolution permanente » ne comprenaient pas le rôle important de la paysannerie dans la révolution russe, sous-estimaient son énergie révolutionnaire ainsi que la force du prolétariat et son aptitude à entraîner la paysannerie à sa suite et, par-là, empêchaient, dans une certaine mesure, cette dernière de se libérer de l'influence bourgeoise et de se grouper autour du prolétariat.

Parce qu'il voulait *couronner* la révolution par l'avènement du prolétariat au pouvoir, alors que les partisans de la révolution permanente voulaient *commencer* directement par l'instauration du pouvoir du prolétariat, ne comprenant pas que, par là-même, ils fermaient les yeux sur l'existence des survivances du servage, négligeaient une force aussi importante que la paysannerie et entravaient ainsi le ralliement de cette dernière au prolétariat.

Ainsi donc, Lénine combattait les partisans de la révolution permanente, non pas parce qu'ils affirmaient la permanence de la révolution, thèse qu'il ne cessa jamais lui-même de soutenir, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve de force du prolétariat, parce qu'ils ne comprenaient pas l'idée de l'hégémonie du prolétariat.

L'idée de la révolution permanente n'est pas nouvelle. Elle a été exposée pour la première fois par Marx, en 1850, dans l'*Adresse à la Ligue des communistes*.

C'est là que nos « théoriciens » russes sont allés la chercher, mais la modification qu'ils lui ont fait subir a suffi à la rendre impropre à l'usage pratique. Il a fallu la main exercée de Lénine pour réparer cette erreur, dégager l'idée de la révolution permanente de ses scories et en faire une des pierres angulaires de la théorie de la révolution.

Voici ce que dit Marx sur la révolution permanente, dans son *Adresse*, après avoir énuméré les revendications démocratiques révolutionnaires que doivent poser les communistes :

Alors que les petits-bourgeois démocrates veulent, par la satisfaction du plus grand nombre des revendications précitées, terminer le plus vite possible la révolution, nos intérêts et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente tant que toutes les classes plus ou moins possédantes ne seront pas écartées du pouvoir, que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir d'Etat, que les associations des prolétaires dans les principaux pays du monde ne se seront pas développées suffisamment pour faire cesser la concurrence entre les prolétaires de ces pays et que les principales forces de production, tout au moins, ne seront pas concentrées entre les mains des prolétaires.

Autrement dit :

1° Marx, quoi qu'en disent nos partisans de la « révolution permanente », n'a pas proposé de *commencer* la révolution dans l'Allemagne de 1850 directement par l'instauration du pouvoir prolétarien ;

2° Marx a proposé uniquement de *couronner* la révolution par le pouvoir politique prolétarien en jetant à bas du pouvoir successivement toutes les fractions de la bourgeoisie pour allumer, après l'avènement du prolétariat au pouvoir, l'incendie de la révolution dans tous les pays.

Or, cela est en conformité parfaite avec tout ce qu'a enseigné Lénine, avec tout ce qu'il a fait au cours de notre révolution prolétarienne sous l'impérialisme.

Ainsi, nos partisans russes de la « révolution permanente » non seulement ont sous-estimé le rôle de la paysannerie dans la révolution russe, mais ont modifié l'idée de la révolution permanente de Marx et lui ont enlevé sa valeur pratique.

Voilà pourquoi Lénine raillait leur théorie et les accusait de ne pas vouloir

« réfléchir aux raisons pour lesquelles la vie, durant des dizaines d'années, avait passé à côté de cette magnifique théorie ».

Voilà pourquoi il considérait cette théorie comme semi-menchéviste et disait qu'elle

« emprunte aux bolcheviks l'appel à la lutte révolutionnaire décisive et à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, et aux menchéviks la négation du rôle de la paysannerie ». (V. l'article : *Deux lignes de la révolution.*)

Voilà donc comment Lénine concevait la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne, l'utilisation de la révolution bourgeoise pour le passage « immédiat » à la révolution prolétarienne.

Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible, car, croyait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés.

Ce point de vue ne correspond plus à la réalité.

Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe, entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés. L'histoire de la révolution russe en est une preuve éclatante.

Seulement, il convient de ne pas oublier que, pour le renversement de la bourgeoisie, il faut certaines conditions indispensables, sans lesquelles le prolétariat ne saurait même songer à la prise du pouvoir.

Voici ce que dit Lénine de ces conditions dans la *Maladie infantile du communisme* :

La loi fondamentale, confirmée par toutes les révolutions, et en particulier par les trois révolutions russes du XXe siècle, est la suivante : pour la révolution, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées conçoivent l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des modifications ; il faut que les exploités ne puissent vivre et gouverner comme autrefois.

Ce n'est que lorsque les « basses classes » ne veulent plus et que les « classes supérieures » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière que la révolution peut triompher. Autrement dit : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant les exploités et les exploités).

Ainsi donc, pour la révolution, il faut en premier lieu que la majorité des ouvriers conscients, politiquement actifs, comprennent parfaitement la nécessité de la révolution et soient prêts à mourir pour elle ; en second lieu, que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la politique les masses, même les plus retardataires, affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son renversement rapide...

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. Son pouvoir, une fois consolidé, le prolétariat du pays victorieux peut et doit, tout en menant la paysannerie à sa suite, construire la société socialiste.

Mais s'ensuit-il qu'il puisse arriver par-là à la victoire complète, définitive du socialisme, c'est-à-dire qu'il puisse, réduit aux seules forces de son pays, instaurer définitivement le socialisme et garantir complètement le pays contre l'intervention et, partant, contre la restauration de l'ancien régime ?

Non.

Pour cela, la victoire de la révolution dans plusieurs pays au moins est nécessaire.

Aussi la révolution victorieuse dans un pays a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres. Aussi ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur indépendante, mais comme un auxiliaire, un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.

Lénine a exprimé lapidairement cette pensée en disant que la tâche de la révolution victorieuse consistait à faire le

« maximum dans un pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans les autres pays » (v. La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.)

IV – La dictature du prolétariat

De ce thème, je retiendrai trois questions fondamentales :

- a) la dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne ;
 - b) la dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie ;
 - c) le pouvoir des Soviets, forme d'Etat de la dictature du prolétariat.
1. La dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne.

La question de la dictature du prolétariat est avant tout la question du contenu essentiel de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, son mouvement, son envergure, ses conquêtes ne deviennent une réalité que par la dictature du prolétariat.

Cette dictature est le point d'appui principal de la révolution prolétarienne, son organe, son instrument destiné, tout d'abord, à écraser la résistance des exploités terrassés, à consolider les conquêtes de la révolution et, ensuite, à mener cette révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète du socialisme.

La révolution pourrait renverser le pouvoir de la bourgeoisie, sans la dictature du prolétariat. Mais elle ne peut écraser la résistance de la bourgeoisie si, à un certain degré de son développement, elle ne se crée pas un organe spécial : la dictature du prolétariat, qui sera son point d'appui fondamental.

« La question essentielle de la révolution est la question du pouvoir » (Lénine). Est-ce à dire que la révolution soit terminée avec la prise du pouvoir ?

Non.

La prise du pouvoir n'en est que le commencement. Renversée dans un pays, la bourgeoisie, pour une série de raisons, reste encore plus forte que le prolétariat qui l'a renversée.

C'est pourquoi il s'agit de garder le pouvoir, de le consolider, de le rendre invincible.

Que faut-il pour y arriver ? S'acquitter tout au moins des trois tâches principales suivantes qui s'imposent dès le lendemain de la victoire :

- a) Briser la résistance des seigneurs terriens et des capitalistes expropriés par la révolution, liquider toutes leurs tentatives de restauration du pouvoir du capital ;
- b) Organiser la construction socialiste en rassemblant tous les travailleurs autour du prolétariat et en préparant la disparition progressive des classes ;
- c) Armer la révolution, organiser l'armée de la révolution pour la lutte contre l'ennemi extérieur, contre l'impérialisme.

La dictature du prolétariat est nécessaire pour l'accomplissement de ces trois tâches.

Le passage du capitalisme au communisme – dit Lénine – représente toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités conservent toujours l'espoir d'une restauration, et cet espoir se traduira par des tentatives de restauration...

Or, à la remorque des capitalistes exploités qui ne s'y attendaient pas, qui n'en admettaient même pas la possibilité, s'élançant avec un redoublement d'énergie, une passion furieuse, une haine implacable à la bataille pour recouvrer le « paradis » perdu, assurer le sort de leurs familles, qui vivaient d'une vie si facile et que la « canaille populaire » condamne maintenant à la misère et à la ruine (ou au « vil » labeur...).

Or, à la remorque des capitalistes exploités se traîne la masse de la petite-bourgeoisie qui, comme l'atteste l'expérience de tous les pays, oscille et hésite perpétuellement, marche aujourd'hui avec le prolétariat, demain s'effraye des difficultés du coup de force, s'épouvante à la première défaite ou au premier échec des ouvriers, est en proie à

la nervosité, ne sait où donner de la tête, pleurniche et court d'un camp à l'autre (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Or, la bourgeoisie a tout lieu de faire des tentatives de restauration, car après son renversement, elle reste, longtemps encore, plus forte que le prolétariat qui l'a renversée.

Si les exploités, écrit Lénine, ne sont vaincus que dans un seul pays – et c'est là le cas le plus fréquent, car la révolution simultanée dans une série de pays est une exception – ils restent plus forts que les exploités (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

En quoi réside la force de la bourgeoisie renversée ?

Premièrement :

Dans la puissance du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie (*La maladie infantile du communisme*).

Deuxièmement :

Dans le fait que longtemps encore après le coup de force, les exploités conservent inévitablement une série d'avantages énormes : l'argent (qu'il est impossible de supprimer immédiatement), des biens mobiliers, souvent considérables, des relations, des procédés d'organisation et de gestion économique, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration, une instruction supérieure, des liaisons avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie), une connaissance approfondie de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc. (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Troisièmement :

Dans la force de l'habitude, dans la force de la *petite production*, car cette dernière, par malheur, subsiste encore sur une vaste échelle et constamment, journalièrement, spontanément, engendre le capitalisme et la bourgeoisie... Supprimer les classes, ce n'est pas seulement expulser les propriétaires fonciers et les capitalistes – ce que nous avons fait relativement facilement – c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises ; or il est impossible de les expulser, il est impossible de les écraser, il faut faire bon ménage avec eux, il faut (et c'est là chose possible) les transformer, les rééduquer ; mais on ne le peut que par un travail d'organisation lent et prudent (*La maladie infantile du communisme*).

Voilà pourquoi Lénine déclare :

La dictature du prolétariat est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre son ennemi plus puissant qu'elle, contre la bourgeoisie, dont la force de résistance est décuplée par son renversement... La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, une lutte contre les forces et les traditions de l'ancienne société (*La maladie infantile du communisme*).

Il est évident qu'il est absolument impossible d'accomplir ces tâches rapidement, dans l'espace de quelques années.

C'est pourquoi il faut considérer la dictature du prolétariat, le passage du capitalisme au communisme, non pas comme une période rapide d'actes et de décrets extrêmement révolutionnaires, mais comme toute une période historique remplie d'organisation et de construction économique, d'offensives et de retraites, de victoires et de défaites.

Cette époque historique est nécessaire non seulement pour créer les prémisses économiques et culturelles de la victoire complète du socialisme, mais aussi pour permettre au prolétariat, premièrement, de s'éduquer et de devenir une force capable de diriger le pays et, secondement, de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises de façon à assurer l'organisation de la production socialiste.

Il vous faudra – écrivait Marx aux ouvriers – traverser quinze, vingt, cinquante années de guerres civiles et internationales, non seulement pour changer les rapports sociaux, mais aussi pour vous transformer vous-mêmes et vous rendre aptes à la domination politique.

Développant la pensée de Marx, Lénine écrit :

Sous la dictature du prolétariat, il faudra rééduquer des millions de paysans et de petits propriétaires, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, vaincre en eux leurs habitudes et leurs traditions bourgeoises... rééduquer dans une longue lutte les prolétaires eux-mêmes qui ne s'affranchissent pas de leurs préjugés petits-bourgeois du premier coup, par miracle, par ordre supérieur, par l'injonction de la révolution ou d'un décret quelconque, mais seulement au cours d'une lutte longue et difficile contre les innombrables influences petites-bourgeoises (*La maladie infantile du communisme*).

2. la dictature du prolétariat, domination du prolétariat sur la bourgeoisie

Ce que nous avons dit montre déjà que la dictature du prolétariat ne consiste pas simplement dans le fait de changer les personnes qui sont au pouvoir, de changer le « cabinet » tout en laissant intact l'ancien ordre de choses économique et politique.

Les menchéviks et opportunistes de tous les pays, qui craignent la dictature comme le feu et en remplacent la conception par celle de « conquête du pouvoir », réduisent ordinairement la conquête du pouvoir au changement de « cabinet », à l'apparition d'un nouveau ministère composé d'hommes comme Scheidemann et Noske, Mac Donald et Henderson.

Point n'est besoin de démontrer que de tels changements de cabinet n'ont rien de commun avec la dictature du prolétariat, avec la conquête du pouvoir véritable par le prolétariat.

Avec la conservation de l'ancien état de choses bourgeois, le gouvernement des Mac Donald et des Scheidemann servira à voiler les monstruosité de l'impérialisme ; il ne sera qu'un instrument entre les mains de la bourgeoisie contre le mouvement révolutionnaire des masses opprimées et exploitées. De tels gouvernements sont nécessaires au capital en tant que paravent lorsqu'il lui est malséant, désavantageux ou difficile d'opprimer ou d'exploiter ouvertement les masses.

Certes, leur apparition est symptomatique ; elle montre que les affaires vont mal chez les capitalistes, mais ils n'en restent pas moins, sous une forme voilée, des gouvernements du capital. Du gouvernement Mac Donald ou Scheidemann à la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a aussi loin que de la terre au ciel.

La dictature du prolétariat n'est pas un simple changement de ministère, mais un nouvel Etat avec de nouveaux organes centraux et locaux, l'Etat du prolétariat, qui surgit sur les ruines de l'ancien Etat de la bourgeoisie.

La dictature du prolétariat ne naît pas de l'état de choses bourgeois, mais de sa destruction après le renversement de la bourgeoisie, de l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la socialisation des instruments et des moyens essentiels de production, du développement de la révolution prolétarienne par la violence. La dictature du prolétariat est le pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence contre la bourgeoisie.

L'Etat est, entre les mains de la classe dominante, une machine pour l'écrasement de la résistance de ses ennemis de classe. Sous ce rapport, la dictature du prolétariat ne se distingue pas de la dictature d'une autre classe quelconque, car l'Etat prolétarien est une machine pour l'écrasement de la bourgeoisie. Mais, différence fondamentale, alors que tous les Etats de classe qui ont existé jusqu'à présent ont été la dictature de la minorité exploiteuse sur la majorité exploitée, la dictature du prolétariat, elle, est la dictature de la majorité exploitée sur la minorité exploiteuse.

Autrement dit,

la dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination non limitée par la loi, s'appuyant sur la violence et jouissant de la sympathie et de l'appui des masses laborieuses et exploitées (*L'État et la Révolution*).

De là, deux déductions essentielles :

Première déduction. La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour tous, pour les riches et pour les pauvres ; elle

« doit être un Etat démocratique, mais uniquement pour le prolétariat et les non-possédants ; un Etat dictatorial, mais uniquement contre la bourgeoisie... » (*L'Etat et la révolution*).

Les discours de Kautsky et consorts sur l'égalité universelle, la démocratie pure, parfaite, ne sont que des phrases bourgeoises voilant l'inadmissibilité d'une égalité entre les exploités et les exploités. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et entretenue par les pillards impérialistes.

Elle a été élaborée pour couvrir les plaies du capitalisme, farder l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées.

En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de libertés véritables pour les exploités, car les locaux, les imprimeries, les entrepôts de papier, etc., nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploités.

En régime capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays, parce que, dans les pays les plus démocratiques, les gouvernements sont instaurés non pas par le peuple, mais par les Rothschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan.

En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie capitaliste ; c'est la démocratie de la minorité exploiteuse basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité.

Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les libertés véritables pour les exploités et la participation réelle des ouvriers et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est prolétarienne ; c'est la démocratie de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploiteuse et dirigée contre cette minorité.

Deuxième déduction. La dictature du prolétariat ne peut pas être le résultat du développement pacifique de la société et de la démocratie bourgeoise ; elle ne peut être que le résultat de la destruction de la machine étatique de l'armée, de l'appareil administratif et de la police bourgeoise.

La classe ouvrière ne peut se borner à s'emparer d'une machine gouvernementale toute faite et à la mettre en mouvement pour ses propres buts. (Marx et Engels : Préface à la *Guerre civile.*)

La révolution prolétarienne ne doit pas, comme on l'a fait jusqu'à présent, transmettre la machine militaire bureaucratique d'une main dans une autre, mais la briser... Telle est la condition indispensable de toute révolution populaire véritable sur le continent. (Marx : *Lettre à Kugelmann.*)

La restriction de Marx relative au « continent » a fourni aux opportunistes et aux menchéviks de tous les pays un prétexte pour déclarer que Marx admettait la possibilité de la transformation pacifique de la démocratie bourgeoise en démocratie prolétarienne, tout au moins pour quelques pays (Angleterre, Amérique).

Marx, en effet, admettait cette possibilité pour l'Angleterre et l'Amérique de 1860, où le capitalisme monopolisateur et l'impérialisme n'existaient pas encore, et où le militarisme et le bureaucratisme n'étaient encore que très peu développés.

Mais, maintenant, la situation dans ces pays a changé radicalement, l'impérialisme y a atteint son apogée, le militarisme et la bureaucratie y règnent et, par suite, la restriction de Marx n'a plus de raison d'être.

Maintenant, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx tombe d'elle-même. L'Angleterre et l'Amérique, qui, jusqu'à présent, par suite de l'absence de militarisme et de bureaucratisme, étaient dans le monde entier les derniers et les plus importants représentants de la « liberté » anglo-saxonne, ont roulé maintenant dans la bourbe sanglante des institutions militaires et bureaucratiques qui se subordonnent tout, qui compriment tout. Maintenant, en Angleterre et en Amérique, la condition préalable de toute révolution véritablement populaire est le bris, la destruction de la machine gouvernementale (*L'Etat et la révolution*).

En d'autres termes, la destruction de la machine gouvernemental de la bourgeoisie est la condition indispensable de la révolution prolétarienne, la loi fatale du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes.

Certes, si plus tard le prolétariat triomphe dans les principaux pays capitalistes et que l'encerclement capitaliste actuel fasse place à l'encerclement socialiste, la voie « pacifique » du développement est parfaitement possible pour certains pays où les capitalistes, devant la situation internationale « défavorable », jugeront rationnel de faire eux-mêmes des concessions sérieuses au prolétariat. Mais cette supposition ne concerne que l'avenir lointain et problématique. Pour l'avenir prochain, elle n'a absolument aucune raison d'être.

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine gouvernementale bourgeoise et son remplacement par une nouvelle (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

3. le pouvoir des Soviets, forme d'Etat de la dictature du prolétariat

Le triomphe de la dictature du prolétariat, c'est l'écrasement de la bourgeoisie, la destruction de son appareil gouvernemental, le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne.

Voilà qui est clair.

Mais quelles sont les organisations qui permettront de venir à bout de ce travail colossal ? Il est évident que les anciennes formes d'organisation du prolétariat qui se sont constituées sur la base du parlementarisme bourgeois ne sauraient y suffire.

Quelle est donc la nouvelle forme d'organisation du prolétariat susceptible non seulement de briser cette machine gouvernementale et de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, mais aussi de devenir la base du pouvoir étatique prolétarien ?

Cette nouvelle forme d'organisation du prolétariat, c'est les soviets.

En quoi consiste la force des soviets comparativement aux anciennes formes d'organisation ?

En ce que les soviets sont les organisations de masse les plus vastes du prolétariat, car seules elles englobent tous les ouvriers sans exception.

En ce que les soviets sont les *seules* organisations englobant tous les opprimés et exploités : ouvriers et paysans, soldats et matelots, et que, par suite, la direction politique de la lutte des masses par leur avant-garde, le prolétariat, peut y être le plus facilement et le plus complètement réalisée.

En ce que les soviets sont les organes *les plus puissants* de la lutte révolutionnaire des masses, de leurs interventions politiques, de leur insurrection, les organes les plus capables de briser l'omnipotence du capital financier et de ses satellites politiques.

En ce que les soviets sont les organisations *directes* des masses elles-mêmes, c'est-à-dire les organisations *les plus démocratiques* et, partant, celles qui ont le plus d'autorité parmi les masses, qui leur facilitent le plus la participation à l'organisation et à l'administration du nouvel Etat, qui

développent au maximum leur énergie révolutionnaire, leur initiative, leurs facultés créatrices dans la lutte pour la destruction de l'ancien régime et l'instauration du nouveau régime prolétarien.

Le pouvoir soviétiste est l'unification des soviets locaux en une organisation étatique générale qui est la République des soviets.

Avec le pouvoir soviétiste, les organisations les plus vastes et les plus révolutionnaires des classes opprimées auparavant par les capitalistes et les seigneurs terriens sont maintenant « l'appui permanent et unique de tout le pouvoir étatique, de tout l'appareil gouvernemental ». Les masses auxquelles, « dans les républiques les plus démocratiques », la loi confère l'égalité intégrale et qui,

« par différents moyens et manœuvres, sont évincées en réalité de la participation à la vie politique et ne peuvent jouir de leurs droits et libertés démocratiques, participent maintenant de façon permanente décisive à l'administration démocratique de l'Etat ». Lénine, *Œuvres complètes*, édition russe, t. XVI.)

Voilà pourquoi le pouvoir soviétiste est une *nouvelle forme* d'organisation étatique, différant essentiellement de l'ancienne forme démocratique et parlementaire bourgeoise, *un nouveau type d'Etat* adapté non pas à l'exploitation et à l'oppression des masses laborieuses, mais à leur affranchissement intégral, à l'œuvre de la dictature du prolétariat.

Lénine a raison de dire que l'avènement du pouvoir soviétiste

« a marqué le terme du parlementarisme démocratique bourgeois, le début d'une nouvelle ère de l'humanité : l'ère de la dictature prolétarienne ».

En quoi consistent les traits caractéristiques du pouvoir soviétiste ?

En ce que le pouvoir soviétiste est, de toutes les organisations étatiques possibles tant que subsistent les classes, celle qui a le caractère de masse le plus prononcé, celle qui est le plus démocratique. En effet, permettant l'alliance et la collaboration des ouvriers et des paysans exploités dans leur lutte contre les exploités et s'appuyant dans son travail sur cette alliance et collaboration, il est par là même le pouvoir de la majorité de la population sur la minorité, l'Etat de cette majorité, l'expression de sa dictature.

En ce que le pouvoir soviétiste est la plus internationaliste de toutes les organisations étatiques de la société de classes, car supprimant toute oppression nationale et s'appuyant sur la collaboration de masses laborieuses de nationalités différentes, il facilite par là même l'union de ces masses en un Etat unique.

En ce que le pouvoir soviétiste, par sa structure, facilite la direction des masses opprimées et exploitées par leur avant-garde, le prolétariat, qui représente l'élément le plus cohérent et le plus conscient des soviets.

« L'expérience de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial, dit Lénine, nous apprend que, seul, le prolétariat est capable de grouper les différentes couches retardataires de la population laborieuse exploitée et de les mener à sa suite. »

Or, la structure du pouvoir soviétiste facilite l'application des enseignements de cette expérience.

En ce que le pouvoir soviétiste, réunissant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en un seul organe et remplaçant les circonscriptions électorales territoriales par des circonscriptions (fabriques et usines) basées sur le principe de la production, relie par là même directement les ouvriers et les masses laborieuses à l'appareil de l'Etat et leur apprend l'administration du pays.

En ce que le pouvoir soviétiste seul est capable de soustraire l'armée au commandement bourgeois et de la transformer, d'instrument d'oppression du peuple, en instrument de son affranchissement du joug de la bourgeoisie indigène et étrangère.

En ce que, comme le dit Lénine,

« seule, l'organisation soviétiste de l'Etat peut détruire immédiatement et définitivement l'ancien appareil administratif et juridique bourgeois ».

En ce que, seul, l'Etat soviétiste, permettant la participation constante des organisations des travailleurs à la gestion des affaires publiques, est capable de préparer cette disparition progressive de l'Etat à laquelle tend naturellement le développement de la société communiste.

Ainsi donc, la République des soviets est la forme politique, si longtemps cherchée, dans le cadre de laquelle doit se réaliser l'émancipation économique du prolétariat, le triomphe complet du socialisme.

La Commune de Paris a été l'embryon de cette forme. Le pouvoir soviétiste en est le développement et le parachèvement.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

La République des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans est non seulement un type plus élevé d'institution démocratique, mais aussi la forme susceptible d'assurer la réalisation la plus indolore du socialisme. (*Thèse sur l'Assemblée constituante.*)

V – La question paysanne

De ce thème, je retiendrai quatre questions :

- a) position de la question ;
- b) la paysannerie pendant la révolution démocratique bourgeoise ;
- c) la paysannerie pendant la révolution prolétarienne ;
- d) la paysannerie après la consolidation du pouvoir des Soviets.

1. Position de la question

D'aucuns pensent que la base, le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance.

C'est là une opinion erronée. La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son établissement et de sa consolidation. La

question paysanne, en tant que question de la recherche d'un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, n'en est qu'un corollaire.

Néanmoins ce fait ne lui enlève rien de son importance pour la révolution prolétarienne. C'est à la veille de la révolution de 1905 que la question paysanne a commencé à attirer sérieusement l'attention des marxistes russes. La question du renversement du tsarisme et de la réalisation de l'hégémonie du prolétariat imposait alors au parti la recherche d'un allié pour le prolétariat dans la révolution bourgeoise imminente.

La question paysanne a revêtu un caractère encore plus urgent en 1917, lorsque la question de l'instauration et du maintien de la dictature du prolétariat a posé la question des alliés éventuels de ce dernier dans la révolution prolétarienne imminente. Il est évident, en effet, que, si l'on se dispose à prendre le pouvoir, on a intérêt à connaître les alliés sur lesquels on peut compter.

En ce sens, la question paysanne est partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, représente une des questions les plus importantes du léninisme.

Si les partis de la IIe Internationale n'ont que de l'indifférence ou même de l'aversion pour la question paysanne, la raison n'en est pas seulement dans les conditions spéciales de l'Occident, mais surtout dans le fait que ces partis ne croient pas à la dictature du prolétariat, redoutent la révolution et ne songent nullement à mener le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Or, si l'on ne veut pas mener les prolétaires à la bataille, il est évidemment inutile de leur chercher des alliés. La IIe Internationale considère son attitude ironique envers la question paysanne comme l'indice du marxisme véritable. En réalité, il n'y a dans cette attitude rien de marxiste, car l'indifférence pour une question aussi importante, à la veille de la révolution prolétarienne, est une négation indirecte de la dictature du prolétariat, une trahison indubitable du marxisme.

Les possibilités révolutionnaires que recèle la paysannerie sont-elles déjà épuisées et si non, y a-t-il un espoir, une raison de les exploiter pour la révolution prolétarienne, de faire de la masse rurale, qui a été pendant les révolutions d'Occident et reste encore une réserve de forces pour la bourgeoisie, un allié du prolétariat ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement. En d'autres termes, il reconnaît que, parmi la majorité de la paysannerie exploitée, il existe des capacités révolutionnaires et qu'on peut les utiliser dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement ses déductions sur ce point.

De là, la nécessité de soutenir les masses rurales laborieuses dans leur lutte contre leur exploitation et leur oppression. Cela ne signifie pas, certes, que le prolétariat doive soutenir tous les mouvements paysans. Il doit soutenir ceux qui facilitent directement ou indirectement le mouvement émancipateur du prolétariat, profitent à la révolution prolétarienne, contribuent à faire de la paysannerie une réserve et une alliée de la classe ouvrière.

2. La paysannerie pendant la révolution démocratique bourgeoise

Durant cette période, qui va de la révolution de 1905 à celle de février 1917 (inclusive), la paysannerie s'affranchit de l'influence de la bourgeoisie libérale, se *détache* des cadets,

se *tourne* vers le prolétariat, vers le parti bolchevik. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des cadets (bourgeoisie libérale) et des bolcheviks (prolétariat) pour la conquête de la paysannerie.

La période parlementaire décida de l'issue de cette lutte. Les quatre Douma furent une excellente leçon de choses pour les paysans.

Elles leur montrèrent qu'ils ne recevraient des cadets ni la terre, ni la liberté, que le tsar était entièrement pour les grands propriétaires fonciers, que les cadets soutenaient le tsar, que la seule force sur laquelle ils pussent compter était représentée par les ouvriers urbains, par le prolétariat.

La guerre impérialiste ne fit que confirmer les enseignements de la période parlementaire ; elle acheva de détacher la paysannerie de la bourgeoisie et d'isoler les libéraux en montrant l'impossibilité d'obtenir la paix du tsar et de ses alliés bourgeois. Sans les leçons de choses de la période parlementaire, l'hégémonie du prolétariat eût été impossible.

C'est ainsi que se constitua l'alliance des ouvriers et des paysans dans la révolution démocratique bourgeoise. C'est ainsi que s'établit l'hégémonie du prolétariat dans la lutte commune pour le renversement du tsarisme, hégémonie qui amena la révolution de février 1917.

Les révolutions bourgeoises d'Occident (Angleterre, France, Allemagne, Autriche) avaient, on le sait, suivi une autre voie. Le rôle directeur y avait appartenu non pas au prolétariat, trop faible pour représenter une force politique indépendante, mais à la bourgeoisie libérale.

Ce n'est pas par le prolétariat, peu nombreux et inorganisé, mais par la bourgeoisie, que la paysannerie avait été délivrée du joug de la féodalité. La paysannerie avait marché à l'assaut de l'ancien régime aux côtés de la bourgeoisie libérale. Elle avait été en Occident la réserve de la bourgeoisie. Par suite, la révolution avait eu pour résultat de renforcer considérablement l'importance politique de cette dernière.

En Russie, la révolution bourgeoise donna des résultats diamétralement opposés. Loin de renforcer politiquement la bourgeoisie, elle l'affaiblit et lui enleva sa réserve fondamentale, la paysannerie.

Elle mit au premier plan non pas la bourgeoisie libérale, mais le prolétariat révolutionnaire autour duquel se rallia la masse rurale. Par suite, elle se transforma rapidement en révolution prolétarienne. L'hégémonie du prolétariat fut l'embryon de sa dictature.

Pourquoi la révolution russe a-t-elle suivi une voie si différente de celle des révolutions bourgeoises d'Occident ?

Parce qu'au moment où elle a éclaté en Russie, la lutte de classe y était plus développée que naguère en Occident.

En 1917, en effet, le prolétariat russe avait déjà réussi à se constituer en force politique indépendante, tandis que la bourgeoisie libérale, effrayée par le révolutionnarisme du prolétariat, avait perdu tout caractère révolutionnaire et fait bloc avec le tsar et les seigneurs terriens contre les ouvriers et les paysans.

Pour bien comprendre le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe, il convient de tenir compte des circonstances suivantes :

a) A la veille de la révolution, l'industrie était extraordinairement concentrée. Les entreprises de plus de 500 ouvriers chacune occupaient 54 % des ouvriers, alors que, dans un pays aussi développé que les Etats-Unis, elles n'en employaient que 33 %.

Ce seul fait, allié à l'existence d'un parti aussi révolutionnaire que celui des bolcheviks, faisait de la classe ouvrière russe la plus grande force politique du pays ;

b) Avec les formes monstrueuses de l'exploitation dans l'industrie, alliées à un régime policier intolérable, chaque grève sérieuse devenait un acte politique d'une importance immense contribuant à tremper la classe ouvrière et à en faire une force radicalement révolutionnaire ;

c) Epouvantée par le révolutionnarisme du prolétariat, dépendant en outre étroitement de l'Etat qui lui fournissait des commandes, la bourgeoisie russe s'était faite depuis 1905 la servante du tsarisme ;

d) Les survivances les plus odieuses du régime féodal dans la campagne, où le seigneur terrien était tout-puissant, ne pouvaient que rendre la révolution populaire parmi les paysans ;

e) Compriment tout ce qu'il y avait de vivant dans la nation, le tsarisme, par son arbitraire, renforçait le joug du capitalisme et du propriétaire foncier – ce qui contribuait à fonder la lutte des ouvriers et des paysans en un torrent révolutionnaire unique ;

f) Transformant toutes ces contradictions de la vie politique russe en une crise révolutionnaire, la guerre impérialiste avait donné à la révolution une impulsion formidable.

Où la paysannerie pouvait-elle chercher un appui contre, l'omnipotence du propriétaire foncier, l'arbitraire du tsar, la guerre dévastatrice qui la ruinait ?

Auprès de la bourgeoisie libérale ? Mais cette dernière était son ennemie – ce qu'avait prouvé éloquemment l'expérience des quatre Douma. Auprès des s.-r. ?

Les s.-r., certes, valaient « mieux » que les cadets, leur programme « convenait » à peu près aux paysans ; mais que pouvaient-ils faire puisqu'ils ne s'appuyaient que sur la masse rurale et qu'ils étaient faibles dans les villes, base principale de la puissance de l'adversaire !

Où était la nouvelle force qui ne s'arrêterait devant rien, marcherait hardiment au premier rang dans la lutte contre le tsar et le seigneur terrien, aiderait la paysannerie à s'affranchir, à obtenir la terre, à sortir de la guerre ?

Cette force, c'était le prolétariat qui, en 1905 déjà, avait montré sa vaillance, son esprit révolutionnaire, son aptitude à mener la lutte jusqu'au bout.

Voilà pourquoi la paysannerie, qui avait abandonné les cadets pour s'accrocher aux s.-r., comprit la nécessité de se soumettre à la direction d'un chef révolutionnaire aussi valeureux que le prolétariat russe.

Tels sont les facteurs qui ont déterminé le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe.

3. La paysannerie pendant la révolution prolétarienne

Cette période est relativement courte (février-octobre 1917), mais, au point de vue de la formation politique des masses, les huit mois qu'elle englobe équivalent à des dizaines d'années ordinaires, car ce sont huit mois de révolution.

De plus en plus, la paysannerie perd confiance dans les s.-r. et se détache de ces derniers pour se rapprocher du prolétariat, qui lui apparaît comme la seule force révolutionnaire véritable capable de donner la paix au pays. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des s.-r. (démocratie petite-bourgeoise) et des bolcheviks (démocratie prolétarienne) pour la conquête de la majorité des paysans.

Gouvernement de coalition, ministère Kérénsky, refus des s.-r. et des menchéviks de confisquer la terre des grands propriétaires, efforts des socialistes pour continuer la guerre, offensive de juin sur le front autrichien, rétablissement de la peine de mort pour les soldats, insurrection de Kornilov, tels furent les facteurs qui décidèrent de l'issue de cette lutte.

La question fondamentale, durant la période précédente, avait été celle du renversement de l'autocratie et du pouvoir des seigneurs terriens. Mais après la révolution de février, le tsar étant détrôné, la liquidation de la guerre, qui minait les forces vives du pays et ruinait les paysans, devenait la tâche essentielle de la révolution. Le centre de gravité n'était plus dans les questions d'ordre intérieur, mais dans la question de la guerre. « Terminons la guerre », tel était le en général du pays épuisé et principalement de la masse rurale.

Mais, pour sortir de la guerre, il fallait abattre le Gouvernement provisoire, terrasser les s.-r. et les menchéviks, car c'étaient eux qui voulaient continuer la guerre jusqu'à « la victoire finale ». Pratiquement, l'unique moyen de terminer la guerre était de renverser la bourgeoisie.

Ce fut l'œuvre de la révolution prolétarienne, qui enleva le pouvoir à la dernière réserve de la bourgeoisie impérialiste, à sa fraction d'extrême gauche, les s.-r. et les menchéviks, pour le donner au parti du prolétariat révolutionnaire, opposé à la guerre impérialiste. La majorité des paysans soutint la lutte des ouvriers pour la paix et le pouvoir soviétique.

Ainsi donc, le régime Kérénsky fut une excellente leçon de choses pour les masses laborieuses des campagnes, car il montra que les s.-r. et les menchéviks au pouvoir ne donneraient ni la paix au pays, ni la terre ni la liberté au paysan, qu'ils ne se distinguaient des cadets que par leurs discours doux et leurs promesses trompeuses, qu'en réalité, ils poursuivaient la même politique impérialiste, que le seul pouvoir capable de tirer la Russie de l'impasse était le pouvoir des soviets.

La prolongation de la guerre ne fit que confirmer la justesse de cette leçon ; elle accéléra la révolution et poussa les masses rurales et les soldats à faire bloc avec le prolétariat.

L'isolement des s.-r. et des menchéviks devint un fait incontestable. Sans l'expérience de la période de coalition, la dictature du prolétariat eût été impossible.

Tels sont les facteurs qui ont facilité la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne.

4. La paysannerie après la consolidation du pouvoir des Sovièts

Après le renversement du tsarisme, suivi bientôt du renversement de la bourgeoisie et de la liquidation de la guerre impérialiste, le pouvoir soviétique a eu à soutenir une longue guerre civile, dont il est sorti victorieux et considérablement affermi.

Les questions de l'organisation économique sont alors venues au premier plan.

Accroître le rendement de l'industrie nationalisée ; la relier à cet effet avec l'économie paysanne par le commerce régularisé par l'Etat ; remplacer la réquisition des produits alimentaires par l'impôt en nature ; diminuer progressivement ce dernier de façon à réaliser l'échange équitable des produits industriels contre les produits agricoles ; intensifier le commerce et développer la coopération en y faisant participer la masse rurale : telles sont les mesures d'organisation économique préconisées par Lénine pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Mais cette tâche est-elle réalisable dans un pays rural comme la Russie ? Les sceptiques le nient, déclarant que la paysannerie se compose de petits producteurs et, par suite, ne peut être utilisée pour l'organisation des bases de la production socialiste.

Mais ils se trompent, car ils négligent certains facteurs d'une importance capitale en l'occurrence.

En premier lieu, on ne saurait assimiler la paysannerie de l'Union des Républiques soviétiques à la paysannerie d'Occident.

Une paysannerie qui a traversé trois révolutions, qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction de ce dernier, qui a reçu la terre et la paix grâce à la révolution prolétarienne et est devenue par suite un auxiliaire fidèle du prolétariat, est forcément différente d'une paysannerie qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale, qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue par suite son appui.

Redevable de sa liberté à son alliance politique avec le prolétariat qui l'a soutenue de toutes ses forces, la paysannerie russe ne peut pas ne pas comprendre qu'il est également de son intérêt de collaborer étroitement avec ce dernier dans le domaine économique.

Engels disait que

« la conquête du pouvoir politique par le parti socialiste était l'œuvre de l'avenir prochain », qu'à cet effet « le parti devait aller de la ville au village et devenir fort dans la campagne ».

Les communistes russes ont suivi ce précepte : durant trois révolutions, ils n'ont cessé de travailler la campagne, où ils disposent maintenant d'une influence à laquelle nos camarades d'Occident n'osent même pas songer.

Comment nier que ce fait est de nature à faciliter considérablement la collaboration économique des ouvriers et des paysans russes ?

Nos sceptiques affirment que l'existence du petit propriétaire rural représente un facteur incompatible avec l'organisation socialiste.

Mais voyez ce que dit Engels à ce propos :

Nous sommes résolument pour le petit paysan. Nous ferons tout notre possible pour lui rendre la vie plus tolérable, pour lui faciliter l'association s'il le désire.

Au cas où il ne s'y déciderait pas, nous lui donnerions le temps d'y réfléchir sur son lopin de terre. Nous agissons ainsi non seulement parce que nous considérons que le petit paysan autonome peut parfaitement se ranger de notre côté, mais aussi parce que c'est l'intérêt direct du parti.

Plus nombreux seront les paysans que nous laisserons se prolétarianiser et que nous attirerons à nous lorsqu'ils sont encore des paysans, et plus la transformation sociale sera rapide et facile. Pour cette transformation, il est inutile d'attendre le moment où la production capitaliste sera développée partout jusqu'à ses extrêmes limites ; où le dernier artisan et le dernier petit paysan tomberont victimes de la grande production capitaliste.

Les sacrifices matériels que, dans l'intérêt des paysans, la société aura à supporter peuvent, du point de vue de l'économie capitaliste, paraître un gaspillage d'argent ; pourtant, c'est un excellent emploi du capital, parce que cela économisera une somme peut-être dix fois supérieure dans les dépenses nécessaires à la transformation de la société tout entière. C'est pourquoi, dans ce sens, nous pouvons être très généreux pour les paysans (*La question paysanne*).

Voilà ce que disait Engels au sujet de la paysannerie d'Occident. Mais n'est-il pas clair que cela ne peut être réalisé nulle part aussi facilement et aussi complètement que dans les pays de dictature du prolétariat ?

N'est-il pas évident que c'est uniquement en Russie soviétiste que le « petit paysan autonome » peut passer peu à peu de notre côté, que les « sacrifices matériels nécessaires peuvent être faits, que « la générosité envers les paysans » est possible, que ces mesures en faveur des paysans et d'autres analogues sont déjà appliquées en Russie ?

Comment nier que cette circonstance à son tour soit de nature à faciliter et à faire progresser l'organisation économique au pays des soviets ?

En second lieu, l'économie rurale russe ne saurait être assimilée à l'économie rurale d'Occident. Cette dernière se développe dans la ligne du capitalisme, amenant par suite la formation de domaines immenses, parallèlement à des parcelles infimes, et une différenciation profonde de la paysannerie (grands propriétaires terriens, petits cultivateurs, journaliers agricoles).

Il n'en est pas de même en Russie. Dans son évolution, l'économie rurale ne peut y suivre cette voie, par le simple fait de l'existence du pouvoir soviétiste et de la nationalisation des principaux instruments et moyens de production. Elle se développera par l'adhésion de la petite et de la moyenne paysannerie à la coopération, que soutiendra l'Etat en lui octroyant des crédits à des conditions favorables.

Dans ses articles sur la coopération, Lénine a indiqué avec justesse que cette dernière devrait désormais suivre une nouvelle voie ; qu'il fallait par son intermédiaire attirer la majorité des

paysans à l'œuvre de l'organisation socialiste, inculquer graduellement à la population rurale les principes du collectivisme, tout d'abord dans le domaine de la vente, puis dans celui de la production des produits agricoles.

L'action de la coopération agricole est, sous ce rapport, extrêmement intéressante. Il s'est formé, au sein du Selsko-soyouz, de nouvelles grandes organisations dans les différentes branches de l'économie rurale : lin, pommes de terre, beurre, etc. Parmi ces organisations qui ont le plus grand avenir, la Coopération Centrale du Lin, par exemple, englobe tout un réseau de sociétés de producteurs de lin.

Fournissant aux paysans des graines et des instruments, elle leur achète ensuite toute leur production linière, qu'elle écoule en gros sur le marché, leur assure une participation aux profits et relie ainsi l'économie paysanne par le Selsko-soyouz à l'industrie étatique. Cette forme d'organisation de la production est un des nombreux indices de la voie dans laquelle se développera l'économie rurale en Russie.

Il est évident que la paysannerie s'engagera volontiers dans cette voie, qui la garantira de la restauration de la grande propriété foncière, de l'esclavage salarié, de la misère et de la ruine.

Voici ce que dit Lénine du rôle de la coopération :

Possession par l'Etat des principaux instruments de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans qu'il dirige, n'est-ce pas là tout ce qu'il nous faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitions auparavant de mercantile et que nous avons maintenant jusqu'à un certain point le droit de traiter ainsi sous la Nep), procéder à la construction pratique de la société socialiste ? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction (*De la Coopération.*)

Parlant ensuite de la nécessité de soutenir la coopération par une aide financière et autre, préconisant la coopération comme « nouveau principe de l'organisation de la population » et nouveau « régime social » sous la dictature du prolétariat, Lénine déclare :

Chaque régime social ne surgit qu'avec l'aide financière d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines de millions de roubles qu'a coûtés la naissance du capitalisme « libre ».

Maintenant, nous devons comprendre que le régime social que nous devons soutenir plus que tout est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir au sens véritable du mot ; en d'autres termes, il ne s'agit pas de soutenir un mode quelconque de coopération ; il s'agit de soutenir une coopération à laquelle participe effectivement la masse de la population (*De la Coopération.*)

Que montrent tous ces faits ?

Que les sceptiques ont tort.

Que le léninisme a raison de considérer les masses paysannes laborieuses comme la réserve du prolétariat.

Que le prolétariat au pouvoir peut et doit utiliser cette réserve pour souder l'industrie à l'économie rurale et poser solidement les fondations de l'économie socialiste.

_VI – La question nationale

De ce thème, je retiendrai deux questions principales :

- a) position de la question
- b) le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne.

1. Position de la question

Au cours des vingt dernières années, la question nationale a subi une série de modifications extrêmement importantes. Actuellement, par son ampleur comme par son caractère interne, elle diffère profondément de ce qu'elle était sous la I^e Internationale.

Elle était alors limitée presque exclusivement à la question de l'oppression des nationalités « cultivées ».

Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes : tels étaient les principaux peuples plus ou moins asservis dont le sort intéressait la I^e Internationale. Quant aux centaines de millions d'Asiatiques et d'Africains, écrasés sous le joug le plus brutal, presque personne ne s'en souciait. Il semblait impossible de mettre sur le même plan les blancs et les noirs, les « civilisés » et les « sauvages ».

L'action de la I^e Internationale en faveur des colonies se bornait à de rares et vagues résolutions où la question de l'émancipation des colonies était soigneusement évitée.

Cet opportunisme dans la question nationale a vécu.

Le léninisme l'a démasqué ; il a détruit la barrière entre blancs et noirs, Européens et exotiques, assimilé les esclaves « civilisés » aux esclaves « non civilisés » de l'impérialisme et relié ainsi la question nationale à la question coloniale. Par, là même, la question nationale est devenue une question internationale : celle de la libération des peuples opprimés des colonies et des pays asservis par l'impérialisme.

Jadis, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes était fréquemment réduit au droit à l'autonomie.

Certains leaders de la I^e Internationale allaient même jusqu'à le transformer en droit à l'autonomie culturelle ; autrement dit, ils accordaient aux nations opprimées le droit d'avoir leurs institutions culturelles, mais leur refusaient celui de se libérer du joug politique de la nation dominante. Par suite, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes risquait de servir à justifier les annexions. Cette confusion est maintenant dissipée.

Le léninisme a élargi la conception du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il a reconnu aux colonies et aux pays assujettis le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel ils sont rattachés, de se constituer en Etats indépendants.

Par là même a été écartée la possibilité de justifier les annexions. Et ainsi, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui, durant la guerre impérialiste, a été aux mains des social-

patriotes un instrument de duperie des masses, sert maintenant à dévoiler les tendances impérialistes et les manœuvres chauvines, et représente un instrument d'éducation politique des masses dans l'esprit de l'internationalisme.

Auparavant, la question des nations opprimées était ordinairement considérée comme une question juridique.

Proclamation solennelle de l'égalité des citoyens, d'un même pays, déclarations innombrables sur l'égalité des nations ; voilà ce à quoi s'amusaient les partis de la IIe Internationale, voilant soigneusement le fait que, sous l'impérialisme, qui permet à quelques peuples de vivre de l'exploitation des autres, « l'égalité des nations » n'est qu'une fiction.

Le léninisme a démasqué l'hypocrisie de ce point de vue juridique dans la question nationale. Il a montré que, sans un appui direct des partis prolétariens à la lutte des peuples opprimés, les déclarations pompeuses sur l'égalité des nations n'étaient que des phrases mensongères.

Ainsi, la question des nations opprimées est devenue la question du soutien constant des peuples opprimés dans leur lutte contre l'impérialisme pour leur indépendance nationale.

Pour le réformisme, la question nationale était une question indépendante, sans rapport avec la question de la domination du capital, du renversement de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne.

On admettait tacitement que la victoire du prolétariat en Europe est possible sans une alliance directe avec le mouvement de libération nationale des colonies, que la solution de la question coloniale peut être trouvée en dehors de la révolution prolétarienne, en dehors de la lutte contre l'impérialisme.

Ce point de vue antirévolutionnaire est maintenant démasqué. Le léninisme a prouvé et la guerre impérialiste et la révolution en Russie ont confirmé que la question nationale ne peut être résolue que sur le terrain de la révolution prolétarienne, que la victoire de la révolution en Occident exige l'alliance du prolétariat européen avec le mouvement des colonies et des pays assujettis contre l'impérialisme. La question nationale est partie de la question générale de la révolution prolétarienne, partie de la question de la dictature du prolétariat.

Existe-t-il dans le mouvement d'indépendance nationale des pays opprimés des possibilités révolutionnaires, et, si oui, y a-t-il lieu de les utiliser pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays coloniaux et assujettis, de réserve de la bourgeoisie impérialiste, en alliés du prolétariat révolutionnaire ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement ; autrement dit, il reconnaît l'existence de ces possibilités révolutionnaires et juge nécessaire de les utiliser pour le renversement de l'ennemi commun, l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution russe confirment entièrement les déductions du léninisme sur ce sujet.

De là, pour le prolétariat, la nécessité de soutenir activement, résolument le mouvement libérateur des peuples opprimés.

Il ne s'ensuit pas évidemment que le prolétariat doive soutenir n'importe quel mouvement national. Il doit appuyer ceux qui tendent à l'affaiblissement, au renversement de l'impérialisme et non à son maintien et à sa consolidation.

Il arrive que les mouvements nationaux de certains pays opprimés soient en conflit avec les intérêts du mouvement prolétarien.

Dans ces cas, il ne saurait être question de les soutenir. La question des droits d'une nation n'est pas une question isolée, indépendante, mais une partie de la question générale de la révolution prolétarienne. Par suite, elle doit être adaptée, subordonnée à cette dernière.

Vers 1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois contre celui des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que ces derniers étaient alors des « peuples réactionnaires », des avant-postes de la Russie autocratique en Europe, alors que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires », luttant contre l'autocratie.

Parce que soutenir alors le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud, c'eût été soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

Les différentes revendications de la démocratie, et entre autres le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle du mouvement démocratique (socialiste) mondial. Il est possible que dans certains cas la partie soit en contradiction avec le tout, et alors il faut la rejeter. (Lénine : Le bilan de la discussion.)

Ainsi donc, envisagés non pas au point de vue formel du droit abstrait, mais sous l'angle de la réalité, au point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire, certains mouvements nationaux peuvent avoir un caractère réactionnaire.

De même, le caractère incontestablement révolutionnaire de la plupart des mouvements nationaux est aussi relatif et particulier que le réactionnarisme de certains autres. Pour être révolutionnaire, un mouvement national ne doit pas nécessairement être composé d'éléments prolétariens, avoir un programme révolutionnaire ou républicain, une base démocratique.

La lutte de l'émir d'Afghanistan pour l'indépendance de son pays est objectivement une lutte *révolutionnaire* malgré le monarchisme de l'émir et de ses lieutenants, car elle affaiblit, désagrège, sape l'impérialisme, alors que la lutte de démocrates, de « socialistes », de « révolutionnaires » et de républicains comme Kérensky et Tsérételli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste était une lutte *réactionnaire*, car elle avait pour résultat de farder l'impérialisme, de le consolider, d'amener sa victoire.

De même, la lutte des marchands et intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Égypte est une lutte objectivement révolutionnaire, malgré l'origine et la condition bourgeois des leaders du mouvement national, malgré leur opposition au socialisme, alors que la lutte du gouvernement ouvrier anglais pour le maintien de l'Égypte sous la tutelle de la Grande-Bretagne est une lutte réactionnaire, malgré l'origine et la condition prolétariennes des membres de ce gouvernement, malgré leurs soi-disant convictions socialistes.

De même, le mouvement national des autres grands pays coloniaux et assujettis de l'Inde et la Chine n'en est pas moins, si même il contredit les principes de la démocratie formelle, un coup direct contre l'impérialisme, partant un mouvement révolutionnaire.

Lénine a raison de dire qu'il faut envisager le mouvement national des peuples opprimés non pas du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la lutte générale contre l'impérialisme ; autrement dit, il faut apprécier ce mouvement « non pas isolément, mais sur l'échelle mondiale ».

2. Le mouvement de libération des peuples opprimés et la révolution prolétarienne

Dans la solution de la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

- a) Le monde est divisé en deux camps : d'un côté, une infime minorité de nations civilisées détenant la presque totalité du capital financier et exploitant le reste de la population du globe ; de l'autre, les peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis, qui forment la majorité de la population ;
- b) Les colonies et les pays assujettis et exploités par le capital financier constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme ;
- c) Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux et assujettis arriveront à se libérer du joug et de l'exploitation ;
- d) Les principaux peuples assujettis sont déjà entrés dans la voie du mouvement libérateur national, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;
- e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays avancés et du mouvement national dans les colonies exigent que ces deux mouvements révolutionnaires fassent front unique contre l'ennemi commun, l'impérialisme ;
- f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays avancés et la libération des peuples opprimés par l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun ;
- g) La formation d'un front révolutionnaire commun n'est possible que si le prolétariat des pays oppresseurs soutient directement et résolument le mouvement d'indépendance nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme de la métropole, car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (*Marx*) ;
- h) Ce soutien consiste dans la défense, l'application du principe du droit des nations à se séparer de la métropole, à se constituer en Etats indépendants ;
- i) Sans l'application de ce principe, il est impossible de réaliser l'union des nations en une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire socialiste ;
- j) Cette union ne peut être que volontaire, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des différents peuples.

De là, deux tendances dans la question nationale : la tendance à l'émancipation politique du joug de l'impérialisme et à la création d'Etats nationaux indépendants, tendance qui a sa source dans une réaction contre l'oppression impérialiste et l'exploitation coloniale, et la tendance au rapprochement économique des nations, tendance déterminée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

L'histoire du capitalisme nous montre deux tendances dans la question nationale. La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux.

La seconde, c'est le développement des relations de toute sorte entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital, de l'unité économique, politique, scientifique, etc.

Ces deux tendances sont la loi mondiale du capitalisme. La première prédomine au début de son développement ; la seconde caractérise la maturité du capitalisme qui marche à sa transformation en société socialiste. (Lénine : *Remarques critiques.*)

Pour l'impérialisme, ces deux tendances représentent des contradictions irréductibles, car il ne peut vivre sans exploiter les colonies, sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique » ; il ne peut rapprocher les nations que par des annexions et des extensions coloniales, sans lesquelles il ne saurait se concevoir.

Pour le communisme, au contraire, ces tendances ne sont que les deux phases d'un seul processus : celui de l'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme.

Nous savons, en effet, que la fusion économique universelle n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle et en vertu d'un accord librement consenti, que la formation d'une union volontaire des peuples doit être précédée de la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste « unique », de la transformation de ces colonies en Etats indépendants.

De là, la nécessité d'une lutte incessante, acharnée contre le chauvinisme des « socialistes » des grandes puissances (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes et soutenir la lutte des colonies opprimées pour leur affranchissement, leur séparation d'avec la métropole.

Sans cette lutte, il est impossible d'éduquer la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme véritable, de la rapprocher des masses laborieuses des colonies et des pays assujettis, de la préparer à la révolution prolétarienne.

La révolution n'aurait pas triomphé en Russie, Koltchak et Dénikine n'auraient pas été vaincus si le prolétariat russe n'avait eu pour lui la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien empire tsariste. Mais, pour obtenir leur sympathie et leur appui, il a dû d'abord briser leurs chaînes, les libérer du joug de l'impérialisme russe.

Sans cela, il aurait été impossible d'asseoir solidement le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable et de créer cette remarquable organisation de collaboration des peuples

qui s'appelle l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et qui représente le prototype de l'union future des peuples dans une économie mondiale.

De là, la nécessité de combattre dans les pays opprimés l'étroitesse des socialistes qui ne voient que leurs intérêts nationaux directs, se renferment dans leur action locale et ne veulent pas comprendre la liaison du mouvement libérateur de leur pays avec le mouvement prolétarien des pays dominants.

Sinon, il est impossible de maintenir la solidarité de classe du prolétariat des nations opprimées avec celui des pays dominants dans leur lutte contre leur ennemi commun, l'impérialisme ; sinon il est impossible de réaliser l'internationalisme.

Telle est la voie à suivre pour l'éducation des masses laborieuses des nations opprimées et des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire. Voici ce que dit Lénine de cette éducation :

Cette éducation peut-elle être identique dans les grandes nations qui en oppriment d'autres et dans les petites nations opprimées, dans les pays qui annexent et dans les pays annexés ?

Evidemment non. La marche vers un but unique : l'égalité complète, le rapprochement étroit, la fusion de toutes les nations, peut emprunter divers chemins, Ainsi, pour arriver à un point situé au centre d'une page, on peut partir du bord gauche ou droit de cette page.

Si, prêchant la fusion des peuples, le social-démocrate d'un grand pays oppresseur oublie que Nicolas II, Guillaume, George Poincaré et autres sont aussi pour la « fusion » avec les petites nations (au moyen de l'annexion) – Nicolas II est pour la « fusion » avec la Galice, Guillaume II avec la Belgique, etc., – un tel social-démocrate ne sera qu'un doctrinaire ridicule en théorie, qu'un doctrinaire ridicule en théorie et, en pratique, qu'un auxiliaire de l'impérialisme.

Le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs doit résider dans la propagande et le soutien effectif du droit des peuples opprimés de se séparer de la métropole.

Sans cela, il n'y a pas d'internationalisme possible. Nous pouvons et devons traiter d'impérialiste et de coquin tout socialiste d'un Etat oppresseur s'il ne fait pas cette propagande. Le droit de séparation d'avec la métropole est une revendication indispensable, quoique jusqu'à l'avènement du socialisme cette séparation ne soit possible que dans un cas sur mille.

Au contraire, le socialiste d'une petite nation doit reporter le centre de gravité de son agitation sur la deuxième partie de notre formule : « union volontaire » des nations.

Il peut être, sans violer ses devoirs d'internationaliste, et pour l'indépendance politique de sa nation et pour son inclusion dans un Etat voisin quelconque. Mais, dans tous les cas, il doit lutter contre l'étroitesse nationale, ne pas se renfermer dans son mouvement, envisager l'ensemble du mouvement, comprendre qu'il faut subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas approfondi la question voient une « contradiction » dans le fait que les socialistes des Etats oppresseurs doivent réclamer la « liberté de séparation », et les socialistes des nations opprimées la « liberté d'union » avec un autre peuple. Mais il suffit d'un peu de réflexion pour voir qu'il n'est pas d'autre voie vers l'internationalisme et la fusion des nations que celle que nous indiquons dans notre thèse. (Lénine : *Le bilan de la discussion.*)

VII – Stratégie et tactique

De ce thème, je retiendrai six questions :

- a) la stratégie et la tactique, science de la direction de la lutte de classe du prolétariat ;
- b) les étapes de la révolution et la stratégie ;
- c) les flux et les reflux du mouvement et la tactique ;
- d) direction stratégique ;
- e) direction tactique ;
- f) réformisme et révolutionnisme.

1. La stratégie et la tactique, science de la direction de la lutte de classe du prolétariat

La période de la IIe Internationale a été par excellence celle de la formation et de l'instruction des armées prolétariennes à une époque de tranquillité relative. Le parlementarisme était alors la forme principale de la lutte de classe.

Les grands conflits de classe, la préparation aux batailles révolutionnaires, les moyens d'instauration de la dictature du prolétariat n'étaient pas à l'ordre du jour. On se bornait à profiter des possibilités légales pour la formation et l'instruction des armées prolétariennes, à utiliser le parlementarisme dans le cadre d'un régime qui restreignait et semblait devoir restreindre indéfiniment le prolétariat au rôle d'opposition.

Il est évident que dans une telle période et avec une telle conception des tâches du prolétariat, il ne pouvait y avoir ni stratégie ni tactique véritables, mais seulement des fragments de tactique et de stratégie.

La grande faute de la IIe Internationale n'est pas d'avoir utilisé les formes parlementaires de lutte, mais d'en avoir surestimé l'importance, de les avoir considérées presque comme les seules possibles et, quand vint la période des combats révolutionnaires, de la lutte extra-parlementaire, de s'être dérobée, refusée à l'accomplissement de ses nouvelles tâches.

Ce n'est qu'à la période suivante, période de l'action directe, de la révolution prolétarienne, où le renversement de la bourgeoisie s'imposa comme une nécessité, où la question des réserves du prolétariat (stratégie) s'avéra urgente, où les formes de lutte et d'organisation – parlementaires et extra-parlementaires (tactique) – se manifestèrent nettement, que pouvaient s'élaborer une stratégie et une tactique véritables de la lutte du prolétariat.

C'est alors que Lénine fit revivre les pensées géniales de Marx et d'Engels sur la tactique et la stratégie, dissimulées par les opportunistes de la 2^e Internationale. Mais il ne se borna pas à reprendre leurs thèses. Il les développa, les compléta et les réunit en un système de règles et de préceptes pour la direction de la lutte de classe du prolétariat.

Des ouvrages comme : *Que faire ? Deux tactiques, L'impérialisme, L'Etat et la révolution, La révolution prolétarienne, La maladie infantile* sont incontestablement un apport extrêmement précieux à l'arsenal du marxisme. La stratégie et la tactiques léninistes sont la science de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

2. Les étapes de la révolution et la stratégie

La stratégie consiste à déterminer la direction du coup principal du prolétariat et à régler en conséquence la disposition des forces révolutionnaires au cours d'une étape donnée de la révolution.

Notre révolution a varié dans sa stratégie suivant les étapes qu'elle a traversées.

Première étape : 1903-février 1917. But : renverser le tsarisme, abolir les dernières survivances féodales. Force essentielle de la révolution : le prolétariat. Réserve directe : la paysannerie.

Coup principal : isoler la bourgeoisie monarchiste libérale qui s'efforçait de gagner la paysannerie et de liquider la révolution par un accord avec le tsarisme. Disposition des forces : alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie.

« Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse de la paysannerie pour écraser la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable » (*Deux tactiques*).

Deuxième étape : mars 1917-octobre 1917. But : renverser l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force essentielle de la révolution : le prolétariat. Réserve directe : les couches pauvres de la paysannerie. Réserve probable : le prolétariat des pays voisins. Circonstances favorables : la prolongation de la guerre et la crise de l'impérialisme. Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, s.-r.) s'efforçant de gagner les masses rurales laborieuses et de terminer la révolution par un accord avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance du prolétariat et des paysans pauvres.

Le prolétariat doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui la masse des éléments semi-prolétariens de la campagne afin de briser par la force la résistance de la bourgeoisie et de paralyser la paysannerie et la petite-bourgeoisie instable. (Lénine : *Deux tactiques*.)

Troisième étape (consécutive à la révolution d'Octobre). But : consolider la dictature du prolétariat dans un pays. La révolution ne reste pas limitée à une seule contrée, elle entre dans sa phase mondiale.

Forces essentielles : la dictature du prolétariat dans un pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les autres. Principales réserves : les masses semi-prolétariennes et les petits paysans dans les pays avancés, le mouvement national dans les colonies et les pays asservis.

Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise, les partis de la IIe Internationale, promoteurs de la politique de *conciliation* avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance de la révolution prolétarienne avec le mouvement national des colonies et des pays asservis.

La stratégie porte sur les forces essentielles de la révolution et ses réserves. Restant la même durant une étape donnée, elle change à chaque nouvelle étape de la révolution.

3. Les flux et les reflux du-mouvement et la tactique

La tactique consiste à déterminer la ligne de conduite du prolétariat pendant une période relativement courte de flux ou de reflux, d'ascension ou de dépression du mouvement révolutionnaire, à suivre cette ligne en remplaçant les anciens mots d'ordre, formes de lutte et d'organisation, par de nouveaux, en alliant ces formes les unes aux autres, etc.

Si la tragédie a pour but, par exemple, de mener jusqu'au bout et de gagner la guerre contre le tsarisme ou la bourgeoisie, la tactique, elle, s'assigne des objectifs plus restreints.

Elle s'efforce de gagner telle ou telle bataille, de faire aboutir telle ou telle campagne, telle ou telle intervention appropriée à la situation pendant une période donnée de poussée ou de dépression révolutionnaire.

Elle est partie de la stratégie et, comme telle, subordonnée à cette dernière. La tactique varie selon les périodes de poussée ou de dépression. Ainsi, dans la première étape de la révolution (1903-février 1917), elle a varié à maintes reprises, alors que le plan stratégique restait inchangé. De 1903 à 1905, elle était offensive, car alors le mouvement se développait.

Grèves politiques locales, manifestations politiques, grève politique générale, boycottage de la Douma, insurrection, mois d'ordre révolutionnaires de combat : telles sont alors les formes successives de la lutte révolutionnaire, parallèlement auxquelles varient les formes d'organisation. Comités d'usines, comités paysans révolutionnaires, comités de grève, soviets des députés ouvriers, parti ouvrier agissant plus ou moins ouvertement : telles sont les formes d'organisation durant cette période.

De 1907 à 1912, le mouvement traversant une phase de dépression, le parti fut obligé d'adopter la tactique de la retraite. Par suite, les formes de lutte et d'organisation changèrent. Le boycottage du Parlement fit place à la participation à la Douma, l'action révolutionnaire directe aux interventions et au travail parlementaires, la grève politique générale aux grèves économiques partielles, ou même au calme complet. Le parti fut réduit à l'action clandestine et les organisations révolutionnaires de masse remplacées par différentes organisations légales (sociétés d'éducation, coopératives, caisses d'assurance, etc.).

De même, au cours de la deuxième et de la troisième étapes de la révolution, la tactique changea fréquemment alors que la stratégie restait invariable.

La tactique a pour objet les formes de la lutte et de l'organisation du prolétariat, qu'elle allie ou substitue les unes aux autres suivant la situation. Dans une étape donnée de la révolution, elle varie en fonction de la poussée ou de la dépression du mouvement.

4. La direction stratégique

Les réserves de la révolution peuvent être :

Directes : a) paysannerie et couches intermédiaires de la population ; b) prolétariat des pays voisins ; c) mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays assujettis ; d) dictature du prolétariat.

Le prolétariat, tout en conservant sa suprématie, peut renoncer temporairement à une partie de ces réserves, afin de neutraliser un adversaire puissant ou d'en obtenir une trêve.

Indirectes : a) antagonismes et conflits entre les classes indigènes non-prolétariennes, susceptibles d'être utilisés par le prolétariat pour affaiblir l'adversaire et renforcer ses propres réserves ; b) antagonismes, conflits et guerres qui éclatent entre les Etats bourgeois hostiles à l'Etat prolétarien, et que le prolétariat peut utiliser pour mener son offensive ou couvrir sa retraite.

L'importance des réserves directes est évidente.

Quant à celle des réserves indirectes, quoiqu'elle n'apparaisse pas toujours clairement, elle est capitale pour la révolution. On ne saurait nier, par exemple, l'importance immense du conflit entre la démocratie petite-bourgeoise (s.-r.) et la bourgeoisie monarchiste libérale (cadets) pendant et après la première révolution, conflit qui a incontestablement contribué à soustraire la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie.

De même, la guerre à mort que se livraient les principaux groupes impérialistes au moment de la révolution d'Octobre les empêcha de concentrer leurs forces contre la Russie soviétiste et permit au prolétariat d'organiser les siennes, de consolider son pouvoir et de préparer l'écrasement de Koltchak et de Dénikine.

Maintenant que les antagonismes entre les groupes impérialistes s'accroissent au point de rendre une nouvelle guerre inévitable, ces réserves indirectes auront pour le prolétariat une importance de plus en plus grande.

La direction stratégique consiste à utiliser rationnellement toutes ces réserves pour atteindre le but essentiel de la révolution au cours d'une étape donnée.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des réserves ?

Premièrement, à concentrer le gros de ses forces sur le point le plus vulnérable de l'adversaire au moment décisif, lorsque la révolution est déjà mûre, que l'offensive se développe, que l'insurrection va éclater et que le ralliement des réserves à l'avant-garde est nécessaire pour assurer le succès. Comme exemple, nous prendrons la stratégie du parti, d'avril à octobre 1917.

Le point le plus vulnérable de l'adversaire était alors incontestablement la guerre. Aussi le parti, sur cette question, rassemblera-t-il autour de l'avant-garde prolétarienne la masse de la population. Sa stratégie consista à former, à entraîner l'avant-garde par des démonstrations, des manifestations et des actions de rue, et, par l'intermédiaire des soviets à l'arrière et des comités de soldats sur le front, à rallier les réserves autour de l'avant-garde. L'issue de la révolution a montré la justesse de cette stratégie.

Voici ce que, paraphrasant les thèses de Marx et Engels sur l'insurrection, Lénine dit de cette utilisation des forces de la révolution :

Ne jamais *jouer* avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être *menée jusqu'au bout*. Rassembler, à l'endroit et au moment décisifs, *des forces de beaucoup supérieures* à celles de l'ennemi ; sinon, ce dernier, mieux préparé, mieux organisé, anéantira les insurgés. L'insurrection une fois commencée, agir avec le maximum de vigueur et prendre, coûte que coûte, l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. » S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de profiter du moment où ses troupes sont dispersées. Remporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire « chaque heure » s'il s'agit d'une seule ville), et conserver à tout prix la « supériorité morale ». (Lénine : *Sur la route de l'insurrection*.)

Deuxièmement, à bien choisir le moment du coup décisif, le moment de l'insurrection, qui doit être celui où la crise a atteint son plus extrême degré d'acuité, où l'avant-garde, sûre de l'appui de ses réserves, est prête à se battre jusqu'au bout, où le désarroi est le plus fort dans les rangs de l'adversaire.

On peut, dit Lénine, considérer le moment venu pour la bataille décisive lorsque toutes les forces de classes qui nous sont hostiles se sont suffisamment entre-déchirées, affaiblies dans leur lutte mutuelle ; lorsque tous les éléments intermédiaires hésitants et instables, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise, se sont suffisamment démasqués, déconsidérés par leur faillite dans la pratique ; lorsque l'ensemble du prolétariat commence à réclamer les actes révolutionnaires les plus décisifs contre la bourgeoisie.

Alors, la révolution est mûre ; alors, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions énoncées plus haut et bien choisi le moment, notre victoire est assurée (*La maladie infantile du communisme*).

L'insurrection d'Octobre peut être considérée comme un modèle de l'application de cette stratégie.

Si le parti n'observe pas cette deuxième condition, il commet, soit en retardant sur le mouvement, soit en le devançant par trop, une faute dangereuse, susceptible d'entraîner un échec.

Un exemple de cette faute, c'est-à-dire du choix inopportun du moment de l'insurrection : la tentative d'une partie de nos camarades de commencer l'insurrection par l'arrestation de la Conférence démocratique en août 1917, alors qu'il régnait encore une certaine hésitation dans les soviets, que nous étions à un tournant et que les réserves n'avaient pas encore rallié l'avant-garde.

Troisièmement, à suivre invariablement, malgré tous les obstacles, la direction une fois adoptée afin que l'avant-garde ne perde pas de vue le but essentiel de la lutte et que les masses marchent sans dévier vers ce but en s'efforçant de se grouper le plus étroitement possible autour de l'avant-garde.

La violation de cette règle est des plus dangereuses, car elle amène la « perte de la direction ». Un exemple : la décision prise par notre parti, immédiatement après la Conférence démocratique, de participer au Pré-Parlement. A ce moment, le parti semblait avoir oublié que la création du Pré-Parlement était uniquement une tentative de la bourgeoisie de faire dévier le pays de la voie des

soviets pour l'entraîner dans celle du parlementarisme bourgeois, que sa participation à une telle institution pouvait brouiller toutes les cartes et dévoyer les ouvriers et les paysans menant la lutte révolutionnaire sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ».

Cette faute fut réparée par la sortie des bolcheviks du Pré-Parlement.

Quatrièmement, à manœuvrer avec ses réserves lorsque l'ennemi est supérieur en force, qu'il est notoirement désavantageux d'accepter la bataille et que la retraite, vu la corrélation des forces, est le seul moyen pour l'avant-garde d'échapper à l'écrasement et de conserver ses réserves.

Les partis révolutionnaires doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Maintenant, ils doivent comprendre la nécessité de compléter cette science par celle de la retraite. Instruite par une amère expérience, la classe révolutionnaire commence à comprendre qu'il est impossible de vaincre sans connaître à la fois l'art de l'offensive et celui de la retraite (*La maladie infantile du communisme*).

Le but de cette stratégie est de gagner du temps, de désagréger l'adversaire et d'accumuler des forces pour passer ensuite à l'offensive. Ainsi la conclusion de la paix de Brest permit au parti de gagner du temps, d'exploiter les conflits de l'impérialisme, de désagréger les forces de l'adversaire, de conserver la paysannerie et de préparer l'offensive contre Koltchak et Dénikine.

En concluant une paix séparée, nous nous libérons, autant qu'il est possible à l'heure actuelle, des deux groupes impérialistes belligérants, nous exploitons leur hostilité, leur guerre qui les empêche jusqu'à un certain point de conclure un accord contre nous, nous nous assurons une période de tranquillité qui nous permettra de poursuivre et de consolider la révolution socialiste. (Lénine : *Thèses sur la paix*.)

Maintenant - disait Lénine trois ans après Brest-Litovsk - les imbéciles eux-mêmes voient que la paix de Brest était une concession qui nous a renforcés et a morcelé les forces de l'impérialisme international (*Les nouveaux temps*).

5. La direction tactique

La direction tactique est une partie de la, direction stratégique, à laquelle elle est subordonnée. Elle consiste à assurer l'utilisation rationnelle de toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat afin d'obtenir, dans une situation donnée, le maximum de résultats nécessaire pour la préparation de la victoire stratégique.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des formes de lutte et d'organisation du prolétariat ?

Premièrement, à mettre au premier plan les formes de lutte et d'organisation qui, correspondant le mieux à l'état du mouvement, permettent d'amener et de répartir convenablement les masses sur le front de la révolution.

Il faut que les masses conçoivent l'impossibilité du maintien de l'ancien ordre de choses, la nécessité d'y mettre fin et le montrent prêtes à soutenir l'avant-garde. Mais cette conscience réfléchie ne leur viendra que de leur propre expérience. Leur donner la possibilité de comprendre l'inéluctabilité du renversement de l'ancien pouvoir, mettre en avant des moyens de lutte et des

formes d'organisation leur permettant de constater expérimentalement la justesse des mots d'ordre révolutionnaires : telle est la tâche à accomplir.

L'avant-garde se serait détachée de la classe ouvrière et cette dernière aurait perdu contact avec les masses, si jadis les bolcheviks n'avaient pas résolu de participer à la Douma, d'y lutter, de concentrer leurs forces sur l'action parlementaire afin de permettre aux masses de constater la nullité de la Douma, le mensonge des promesses des cadets, l'impossibilité d'un accord avec le tsarisme, la nécessité de l'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière. Sans cette expérience des masses dans la période de la Douma, il eût été impossible de démasquer les cadets et d'assurer l'hégémonie du prolétariat.

La tactique de l'otzovisme était dangereuse parce qu'elle menaçait de détacher l'avant-garde de ses réserves innombrables.

Le parti se serait détaché de la classe ouvrière et celle-ci aurait perdu son influence sur les paysans et les soldats si le prolétariat avait suivi les communistes de gauche qui réclamaient l'insurrection en avril 1917, alors que les menchéviks et les s.-r., partisans de la guerre et de l'impérialisme, n'avaient pas encore eu le temps de se discréditer aux yeux des masses, qui devaient constater à leurs dépens le mensonge des discours menchévico-socialistes-révolutionnaires sur la paix, la terre, la liberté. Sans l'expérience des masses sous Kérénsky, les menchéviks et les s.-r. n'auraient pas été isolés et la dictature du prolétariat aurait été impossible.

C'est pourquoi la seule tactique juste consistait à mettre en lumière les fautes des partis petits-bourgeois et à mener la lutte ouverte au sein des soviets.

La tactique des communistes de gauche était dangereuse parce qu'elle menaçait d'enlever au parti son rôle de chef de la révolution prolétarienne et d'en faire un ramassis de conspirateurs vides et inconsistants.

Il est impossible de vaincre avec la seule avant-garde. La lancer à la bataille décisive avant que les larges masses ne soient prêtes à la soutenir, ou tout au moins n'observent une neutralité bienveillante...serait non seulement une folie, mais un crime.

Or, pour que la masse des travailleurs et de ceux qu'opprime le capital adopte une telle attitude, la propagande et l'agitation à elles seules ne suffisent pas ; il faut l'expérience politique des masses elles-mêmes.

Telle est la loi fondamentale pour les grandes révolutions, loi confirmée maintenant d'une façon frappante par la Russie comme par l'Allemagne. Aussi bien que les masses russes incultes, souvent illettrées, les masses allemandes, incomparablement plus cultivées, ont dû constater à leurs dépens l'impuissance, la veulerie, la platitude, l'infamie du gouvernement des hommes de la IIe Internationale, l'inévitabilité soit de la dictature de la réaction extrême (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), soit de la dictature du prolétariat, pour évoluer résolument vers le communisme (*La maladie infantile du communisme*).

Deuxièmement, à trouver dans la chaîne des processus l'anneau auquel on pourra se raccrocher au moment donné et dont la possession permettra de tenir toute la chaîne et de préparer les conditions de la victoire stratégique.

Il s'agit de choisir parmi les tâches qui se posent au parti celle qui est la plus urgente, la plus importante et dont l'accomplissement permettra l'exécution des autres.

Nous démontrerons cette proposition par deux exemples empruntés, l'un au passé lointain, l'autre au passé récent.

Lorsque le parti était encore en voie de formation, que les innombrables organisations n'étaient pas reliées entre elles, que le primitivisme, l'esprit de cercle et la confusion idéologique y régnaient en maîtres, l'anneau essentiel de la chaîne, la tâche fondamentale entre toutes était la création d'un journal illégal pour toute la Russie. En effet, dans les conditions d'alors, ce n'était qu'au moyen d'un tel journal que l'on pouvait créer un noyau solide, capable de fondre en un tout unique les innombrables cercles et organisations, de préparer les conditions de l'unité idéologique et tactique et de poser ainsi les bases d'un parti véritable.

Après la guerre, au début de la restauration de l'économie, alors que l'industrie était en proie à la désorganisation, que l'agriculture souffrait du manque de produits industriels, que la soudure de l'industrie étatique avec l'économie paysanne était la condition essentielle de la réalisation du socialisme, l'anneau essentiel, la tâche fondamentale était le développement du commerce.

Pourquoi ? Parce que, sous la Nep, la soudure de l'industrie et de l'économie paysanne est impossible autrement que par le commerce ; parce que la production sans l'écoulement des marchandises est la mort de l'industrie ; parce qu'on ne peut élargir cette dernière qu'en développant la vente ; parce que ce n'est qu'après s'être consolidé dans le domaine commercial que l'on peut lier l'industrie à l'agriculture, résoudre les autres problèmes à l'ordre du jour et créer par là même les conditions pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Il ne suffit pas d'être révolutionnaire et partisan du socialisme ou du communisme ; il faut savoir trouver à chaque moment donné l'anneau de la chaîne auquel on puisse s'accrocher, qui permettra de tenir fortement toute la chaîne et de s'accrocher à l'anneau suivant... Au moment actuel, cet anneau, c'est le développement du commerce intérieur et sa régularisation par l'Etat.

Le commerce, voilà l'anneau auquel, dans la chaîne historique des événements, dans les formes transitoires de notre construction socialiste, il nous faut nous accrocher de toutes nos forces. (Lénine : De l'importance de l'or.)

6. Réformisme et révolutionnisme

En quoi la tactique révolutionnaire se distingue-t-elle de la tactique réformiste ?

D'aucuns pensent que le léninisme est contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est faux. Les bolcheviks savent que, dans un certain sens, « tout est bon à prendre », que, dans certaines circonstances, les réformes en général, les compromis et les accords en particulier, sont nécessaires et utiles.

Mener la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la guerre la plus acharnée qui puisse exister entre des Etats quelconques, et renoncer à l'avance à louvoyer, à exploiter (ne serait-ce que temporairement) les antagonismes d'intérêt entre ses ennemis, à passer des accords et des compromis (quoique temporaires, conventionnels, instables) avec des alliés possibles, n'est-ce pas ridicule au plus haut point ?

N'est-ce pas là la même chose que si dans l'ascension d'une montagne abrupte, inexplorée, on se refusait à l'avance à faire des zigzags, à revenir parfois en arrière, à s'écarter de la direction fixée pour en essayer une autre ? (*La maladie infantile du communisme.*)

Ce qui importe, évidemment, ce ne sont pas les réformes, les compromis ou les accords, mais l'usage que l'on en fait.

Pour le réformiste, la réforme est tout ; quant au travail révolutionnaire, il n'est là que pour la forme. C'est pourquoi, avec la tactique réformiste sous le pouvoir bourgeois, toute réforme tend inévitablement à consolider ce pouvoir, à désagréger la révolution.

Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal, c'est le travail révolutionnaire et non la réforme ; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution. C'est pourquoi, avec la tactique révolutionnaire sous le pouvoir de la bourgeoisie, toute réforme tend inévitablement à désagréger ce pouvoir, à consolider la révolution, à devenir un point d'appui pour le développement du mouvement révolutionnaire.

Le révolutionnaire acceptera une réforme pour allier l'action légale à l'action illégale, dissimuler le renforcement du travail clandestin, faire l'éducation des masses et préparer le renversement de la bourgeoisie.

Le réformiste, au contraire, acceptera des réformes pour se reposer sur ses lauriers, renoncer à tout travail illégal et entraver la préparation des masses à la révolution. Ainsi en est-il des réformes et des accords sous l'impérialisme.

Sous la dictature du prolétariat, la situation change quelque peu.

Dans certains cas, le pouvoir prolétarien peut se trouver forcé de renoncer temporairement à la refonte immédiate totale de l'état de choses existant pour procéder à sa transformation progressive, pour s'engager, comme le dit Lénine, dans la voie réformiste, dans la voie des zigzags, des concessions aux classes non-prolétariennes afin de désagréger ces dernières, de donner à la révolution le temps de respirer, de rassembler ses forces et de préparer une nouvelle offensive.

Cette voie, on ne saurait le nier, est dans un certain sens réformiste. Mais il faut se souvenir qu'en l'occurrence la réforme émane du pouvoir prolétarien, qu'elle lui donne la trêve nécessaire, qu'elle est destinée à désagréger non pas la révolution, mais les classes non-prolétariennes. Par suite, elle est utile et nécessaire.

Si le pouvoir prolétarien peut se permettre cette politique, c'est uniquement parce que, dans la période précédente, l'avance de la révolution a été considérable et lui a donné assez d'espace pour reculer temporairement quand la nécessité s'en fait sentir.

Ainsi donc, si auparavant, sous le pouvoir bourgeois, les réformes étaient un produit accessoire de la révolution, maintenant, sous la dictature du prolétariat, elles ont leur source dans les conquêtes révolutionnaires du prolétariat, dans les réserves accumulées par ce dernier.

Ce n'est que par le marxisme, dit Lénine, que le rapport des réformes à la révolution est déterminé exactement et rationnellement. Mais Marx ne pouvait voir ce rapport que sous l'angle de son époque, où le prolétariat n'avait encore remporté de victoire tant soit peu solide et durable dans aucun pays. Dans cette situation, il n'existait pas de base pour un rapport juste, car la réforme est le produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat...

Après la victoire du prolétariat, ne serait-ce que dans un seul pays, quelque chose de nouveau apparaît dans le rapport des réformes à la révolution. En principe, rien n'est changé ; mais dans la forme, il survient une modification que Marx ne pouvait prévoir, mais que l'on ne peut concevoir que sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme...

Après la victoire, les réformes (tout en restant sur l'échelle internationale un produit accessoire) sont, pour le pays où le prolétariat a vaincu, une trêve nécessaire et légitime lorsque les forces ne sont pas suffisantes pour franchir telle ou telle étape.

La victoire donne une telle « réserve de forces » qu'elle permet, même au cours d'une retraite forcée, de tenir bon matériellement et moralement.

VIII – Le parti

Dans la période prérévolutionnaire, période de domination de la IIe Internationale, où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, le parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance décisive qu'il a acquise dans la suite au cours des grandes batailles révolutionnaires.

D'après Kautsky, la IIe Internationale était essentiellement un instrument de paix ; par suite, il lui était impossible de rien entreprendre de sérieux pendant la guerre, pendant la période des actions révolutionnaires du prolétariat.

Qu'est-ce à dire ? Que les partis de la IIe Internationale ne sont pas adaptés à la lutte révolutionnaire du prolétariat, qu'ils ne sont pas des partis de combat menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais des appareils de campagne électorale et de lutte parlementaire. C'est pourquoi, sous la IIe Internationale, l'organisation politique essentielle du prolétariat était non pas le parti, mais la fraction parlementaire.

Le parti était alors l'appendice, le serviteur de la fraction parlementaire. Il est évident que, dans ces conditions, il ne pouvait être question de préparer le prolétariat à la révolution.

Mais il n'en est plus de même dans la nouvelle période, qui est celle des collisions ouvertes de classe, des interventions révolutionnaires du prolétariat, de la préparation au renversement de l'impérialisme et à la conquête du pouvoir.

Réorganisation du travail du parti sur la base révolutionnaire, préparation des ouvriers à la lutte directe pour le pouvoir, préparation et ralliement des réserves, alliance avec les prolétaires des pays voisins, instauration d'une liaison solide avec le mouvement colonial : telles sont les principales tâches qui s'imposent au prolétariat.

Compter pour leur accomplissement sur les anciens partis social-démocrates formés à l'école du parlementarisme pacifique, c'est se condamner à la défaite. Demeurer sous leur direction, c'est consentir à rester désarmé devant l'ennemi.

Le prolétariat, évidemment, n'a pu se résigner à cette situation. Il a compris la nécessité d'un parti combatif, révolutionnaire, assez courageux pour le mener à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se débrouiller dans la complexité des facteurs et des événements et assez souple pour lui faire contourner les écueils. Il s'est rendu compte que, sans un tel parti, il ne pouvait songer à renverser l'impérialisme et à instaurer sa dictature.

Or, ce parti, c'est le parti du léninisme.

Quelles sont les particularités de ce nouveau parti ?

1. Le Parti, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière

Le parti doit être l'avant-garde de la classe ouvrière. Il doit en grouper les meilleurs éléments, incarner leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement illimité à la cause du prolétariat. Mais pour remplir son rôle, il doit être armé de la théorie révolutionnaire, connaître les lois du mouvement, les lois de la révolution.

Sinon, il n'est pas en état d'entraîner le prolétariat à sa suite et de diriger sa lutte. Il ne peut être un parti véritable s'il se borne à enregistrer ce que sent et pense la masse ouvrière et à suivre le mouvement spontané, routinier et indifférent à la politique ; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts passagers du prolétariat et inculquer à la masse la conscience de classe.

Il doit marcher en tête de la classe ouvrière, voir plus loin que cette dernière, entraîner à sa suite le prolétariat et non se traîner à sa remorque comme les partis de la IIe Internationale, qui font ainsi du prolétariat l'instrument de la bourgeoisie. Seul, un parti conscient de son rôle d'avant-garde et capable d'élever la masse prolétarienne à la conscience de classe est en état de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante. Le parti est le chef politique de la classe ouvrière.

J'ai exposé plus haut les difficultés de la lutte de la classe ouvrière, la nécessité de la stratégie et de la tactique, les règles de la manœuvre et de l'utilisation des réserves, les procédés de l'offensive et de la défensive. Comment la masse innombrable des prolétaires pourra-t-elle se débrouiller dans cette complexité, comment trouvera-t-elle l'orientation juste ?

Une armée en guerre ne peut se passer d'un état-major si elle ne veut pas être battue. A plus forte raison, le prolétariat ne peut-il s'en passer, s'il ne veut pas se livrer pieds et poings liés à ses ennemis. Mais où trouver cet état-major ? Uniquement dans le parti révolutionnaire. Sans lui, la classe ouvrière est une armée privée de direction.

Mais le parti ne peut être seulement l'avant-garde. Il doit être en même temps une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière.

La distinction entre l'avant-garde et le reste de la masse ouvrière, les membres du parti et les sans-parti, ne peut cesser tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat verra affluer dans ses rangs des transfuges d'autres classes, tant que la classe ouvrière tout entière ne pourra s'élever au niveau de son avant-garde.

Mais le parti faillirait à son rôle si cette distinction se transformait en rupture, s'il se renfermait en lui-même et se détachait des masses sans-parti. Pour diriger la classe, il faut qu'il soit lié avec les sans-parti, que ceux-ci acceptent sa direction, qu'il jouisse parmi eux d'une autorité morale et politique incontestable.

Deux cent mille ouvriers viennent d'entrer dans notre parti. Fait remarquable ils sont moins venus d'eux-mêmes qu'ils n'y ont été envoyés par leurs camarades sans-parti, qui les ont présentés et ont été en général appelés à ratifier leur admission.

Cela prouve que la masse des ouvriers sans-parti considère notre parti comme le sien, comme le parti au développement duquel elle est vitalement intéressée et auquel elle confie librement son sort. Il est évident que, sans ces liens moraux invisibles qui la relie à notre parti, ce dernier perdrait considérablement de sa force. Le parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

Nous sommes le parti de la classe, qui, par suite, doit presque totalement (en temps de guerre civile, totalement) agir sous la direction de notre parti, se serrer le plus possible autour de lui. Mais il serait erroné de croire que, sous le capitalisme, toute la classe ou presque soit en état de s'élever à la conscience et à l'activité de son avant-garde, de son parti socialiste.

Sous le capitalisme, on le voit, l'organisation professionnelle elle-même (plus primitive, plus accessible aux couches arriérées) peut arriver à englober toute ou presque toute la classe ouvrière. Mais ne pas comprendre l'étendue de nos tâches, les restreindre, ce serait oublier la différence entre l'avant-garde et la masse dont elle est l'aimant, ce serait oublier l'obligation constante de l'avant-garde qui est d'élever progressivement les larges couches prolétariennes à son niveau. (Lénine : *Un pas en avant, deux en arrière*).

2. Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière

Le parti n'est pas seulement l'avant-garde de la classe ouvrière. S'il veut diriger véritablement la lutte de cette dernière, il doit en être également le détachement organisé. En régime capitaliste, il a des tâches extrêmement importantes et variées.

Il doit diriger le prolétariat dans sa lutte parmi les difficultés de toute sorte, le mener à l'offensive lorsque la situation l'exige, le soustraire par la retraite aux coups de son adversaire quand il risque d'être écrasé par ce dernier, inculquer à la masse des ouvriers sans-parti l'esprit de discipline, de méthode, d'organisation, de fermeté nécessaire à la lutte.

Mais il ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'organisation, que s'il est lui-même le détachement organisé du prolétariat. Sinon, il ne saurait

prétendre à la direction de la masse prolétarienne. Le parti est le détachement organisé de la classe ouvrière.

Le premier point de notre statut, rédigé par Lénine, détermine que le parti est un tout organisé ; il le considère comme la somme de ses organisations et ses membres comme les membres d'une de ses organisations.

Les menchéviks qui, en 1903 déjà, combattaient cette formule, proposaient un « système » d'admission automatique dans le parti. D'après eux, la qualité de membre du parti devait être accordée à tout professeur, collégien, sympathisant ou gréviste soutenant de façon ou d'autre le parti, mais n'adhérant et ne voulant adhérer à aucune de ses organisations.

Il est clair que l'adoption de ce système aurait eu pour résultat de remplir le parti de professeurs et de collégiens, d'en faire une institution amorphe, perdue dans la masse des « sympathisants », où il eût été impossible d'établir une distinction entre le parti et la classe et d'élever les masses inorganisées au niveau de leur avant-garde. Avec ce système opportuniste, notre parti n'aurait pu, évidemment, accomplir son rôle d'organisateur de la classe ouvrière au cours de la révolution.

Si l'on admet le point de vue de Martov, les frontières du parti restent indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du parti ». Quelle est l'utilité de cet amorphisme ? L'extension d'une simple « appellation ». Sa nocivité ? La confusion, essentiellement *désorganisatrice*, de la classe et du parti (*Un pas en avant, deux en arrière*).

Mais le parti est non seulement la somme, mais aussi le système unique de ses organisations, leur union formelle en un tout unique, comportant des organes supérieurs et inférieurs de direction, où la minorité se soumet à la majorité et où les décisions pratiques adoptées sont obligatoires pour tous les membres. S'il n'en était pas ainsi, le parti ne pourrait réaliser la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

Auparavant, notre parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement la somme des groupes particuliers. Aussi ces groupes ne pouvaient-ils exercer les uns sur les autres qu'une influence idéologique.

Maintenant, nous sommes devenus un parti organisé ; autrement dit, nous avons un pouvoir, en venu duquel les instances inférieures du parti sont subordonnées aux instances supérieures (*Un pas en avant, deux en arrière*).

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, de la direction du travail par un organisme central, a été souvent attaqué par les éléments instables, qui le qualifiaient de bureaucratisme, de formalisme, etc. Mais sans ce principe, dont le léninisme, en matière d'organisation est l'application stricte, le parti ne pourrait accomplir un travail méthodique, ni diriger la lutte de la classe ouvrière. L'opposition à ce principe est qualifiée de « nihilisme russe » par Lénine, qui déclare qu'il faut en finir avec cet « anarchisme de grand seigneur ».

Voici ce qu'il dit à ce propos dans *Un pas en avant, deux en arrière* :

Cet anarchisme de grand seigneur est caractéristique, du nihiliste russe, auquel l'organisation du parti semble une monstrueuse « fabrique » ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité, une servitude ; la division du travail sous la direction d'un organisme central, une transformation des hommes en « rouages » ; le statut d'organisation du parti, une chose inutile dont on pourrait fort bien se passer...

Il est clair que ces protestations contre le « bureaucratisme » ne servent qu'à masquer chez leurs auteurs un mécontentement personnel de la composition des organismes centraux. Tu es un bureaucrate parce que tu as été nommé par le congrès non pas avec, mais contre mon agrément ; tu es un formaliste parce que tu t'appuies sur la décision formelle du congrès et non sur mon consentement ; tu agis mécaniquement parce que tu te réfères à la majorité du congrès du parti et que tu ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté ; tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir aux mains du vieux groupe de copains. [Il s'agit ici d'Axelrod, Martov, Polressov et autres qui ne se soumettaient pas aux décisions du 3e congrès et accusaient Lénine de bureaucratisme.]

3. Le Parti, forme suprême de l'organisation de classe du prolétariat

Le parti est le détachement organisé, mais non la seule organisation de la classe ouvrière.

Cette dernière en a une série d'autres qui lui sont indispensables dans la lutte contre le capital : syndicats, coopératives, comités d'usines, fractions parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, associations culturelles, unions des jeunes, organisations combattives révolutionnaires (au cours de l'action révolutionnaire directe), soviets de députés, Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. La plupart de ces organisations sont sans-parti ; quelques-unes seulement adhèrent au parti ou en sont une ramification.

Toutes elles sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, pour consolider ses positions de classe dans les différentes sphères de la lutte et en faire une force capable de remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste.

Mais comment réaliser l'unité de direction avec des organisations aussi diverses ? Comment éviter que leur multiplicité n'entraîne des dissentiments dans la direction ?

Ces organisations, dira-t-on, accomplissent chacune leur travail dans leur sphère spéciale et, par suite, elles doivent mener leur action dans une direction unique, car elles servent une seule classe : celle des prolétaires. Qui donc détermine cette direction unique ?

Quelle est l'organisation centrale assez expérimentée pour élaborer cette ligne générale et capable, grâce à son autorité, d'inciter toutes ces organisations à la suivre, d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups ?

Cette organisation, c'est le parti du prolétariat.

Il a, en effet, toutes les qualités. « Tout d'abord, parce qu'il l'enferme l'élite de la classe ouvrière, élite liée directement avec les organisations sans-parti du prolétariat, que fréquemment elle dirige. En second lieu, parce qu'il est la meilleure école pour la formation de leaders ouvriers capables de diriger les différentes organisations de leur classe.

En troisième lieu, parce qu'il est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la lutte du prolétariat et de transformer ainsi toutes les organisations sans-parti de la classe ouvrière en organes desservant cette dernière. » Le parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat.

Ce n'est pas à dire, certes, que les organisations sans-parti : syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du parti. Ce qu'il faut, c'est que les communistes affiliés à ces organisations, où ils jouissent d'une grande influence, s'efforcent par la persuasion de les rapprocher du parti du prolétariat et de leur en faire accepter la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que « le parti est la forme *supérieure* de l'union de classe des prolétaires », dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat.

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l' « indépendance » et de la « neutralité » des organisations sans-parti, théorie qui engendre des parlementaires indépendants et des publicistes *détachés* du parti, des syndicalistes étroits et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

4. Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat

Le parti est la forme supérieure de l'organisation du prolétariat. Il est le principe directeur de la classe prolétarienne et de ses organisations. Mais il ne s'ensuit pas qu'on doive le considérer comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même.

Le parti est, en même temps que la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires, un instrument entre les mains du prolétariat, tout d'abord pour l'instauration de la dictature, puis pour sa consolidation et son élargissement.

Il ne pourrait avoir une telle importance si la question de la conquête du pouvoir ne se posait pas au prolétariat, si l'existence de l'impérialisme, l'inévitabilité des guerres, l'existence d'une crise n'exigeaient la concentration de toutes les forces du prolétariat et de tous les fils du mouvement révolutionnaire entre les mains d'un organe unique.

Le parti est nécessaire au prolétariat tout d'abord comme état-major pour la prise du pouvoir. Il est évident que, sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser au cours de la lutte la direction de tout le mouvement, les ouvriers n'auraient pu réaliser en Russie leur dictature révolutionnaire.

Mais le parti n'est pas nécessaire seulement pour l'instauration de la dictature ; il l'est encore davantage pour maintenir la dictature, la consolider et l'élargir afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

On se rend compte maintenant que les bolcheviks n'auraient pu garder le pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais deux mois et demi, si notre parti n'avait été régi par une discipline de fer et soutenu sans réserve par la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tous ses éléments conscients, honnêtes, dévoués et assez influents pour entraîner à leur suite les autres couches (*La maladie infantile du communisme*).

Mais qu'est-ce que « maintenir » et « élargir » la dictature ?

C'est inculquer aux masses prolétariennes l'esprit de discipline et d'organisation, les prémunir contre l'influence délétère de l'élément petit-bourgeois, réduire les couches petites-bourgeoises et transformer leur mentalité, aider les masses prolétariennes à devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions pour l'organisation de la production socialiste. Mais tout cela est impossible à accomplir sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline.

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de l'ancienne société. La force de l'habitude de millions et de dizaines de millions d'hommes est la plus terrible. Sans un parti de fer, sans un parti trempé dans la lutte, jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe, sachant observer l'état d'esprit de la masse et millier sur elle, il est impossible de mener une telle lutte (*La maladie infantile du communisme*).

Le parti est nécessaire au prolétariat pour l'instauration et le maintien de la dictature. Le parti est l'instrument de la dictature du prolétariat.

Par suite, la disparition des classes et de la dictature du prolétariat doit entraîner celle du parti.

5. Le Parti, unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions

La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline. Mais la discipline de fer ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action intégrale de tous les membres du parti. Cela ne signifie pas que la possibilité de lutte d'opinions soit exclue au sein du parti.

La discipline, en effet, loin d'exclure, présuppose la critique et la lutte des opinions. A plus forte raison, cela ne signifie pas que la discipline doive être « aveugle ».

La discipline n'exclut pas, mais présuppose la conscience, la soumission volontaire, car seule une discipline consciente peut être une discipline de fer. Mais lorsque la controverse est terminée et que la décision est prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du parti sont la condition indispensable sans laquelle il n'y a ni parti, ni discipline.

A l'époque actuelle d'exacerbation de la guerre civile, le parti communiste ne peut accomplir sa tâche que s'il est organisé sur les bases centralistes, régi par une discipline de fer, presque militaire, dirigé par un organisme central investi d'une forte autorité, disposant de pouvoirs étendus et jouissant de la confiance générale des membres du parti (*Conditions d'admission dans l'Internationale communiste*).

Telle doit être la discipline dans le parti, non seulement avant, mais après l'instauration de la dictature.

Affaiblir tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (particulièrement pendant sa dictature), c'est aider effectivement la bourgeoisie contre le prolétariat (*La maladie infantile du communisme*).

Il s'ensuit que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité et la discipline du parti. Il est évident qu'elle amène l'existence de plusieurs centres de direction, par suite l'absence d'une direction générale, le morcellement de la volonté unique qui doit présider à l'accomplissement des tâches du parti, le relâchement de la discipline, l'affaiblissement de la dictature.

Certes, les partis de la IIe Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir peuvent se permettre le luxe des fractions, car ils n'ont pas besoin d'une discipline de fer.

Mais les partis de l'Internationale communiste, qui organisent leur action en vue de la conquête du pouvoir et du maintien de la dictature du prolétariat, ne peuvent s'offrir ce luxe. Le parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnement, tout morcellement du pouvoir dans son sein.

C'est pourquoi, dans une résolution spéciale du Xe congrès, Lénine montre le

« danger du fractionnement pour l'unité du parti et la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, unité qui est la condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat ».

C'est pourquoi, au même congrès, il réclame « la suppression complète de toute fraction » et la « dissolution immédiate de tous les groupes qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme », sous peine « d'exclusion immédiate du parti. (V.I. Lénine, la résolution : *Sur l'unité du parti.*)

6. Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes

Les éléments opportunistes du parti sont la source des fractions. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Paysans, petits-bourgeois, intellectuels prolétariés par le développement du capitalisme ne cessent d'affluer dans ses rangs.

En même temps, ses couches supérieures (dirigeants syndicaux et parlementaires, entretenus par la bourgeoisie avec la plus-value des colonies) ont une tendance continuelle à se désagréger.

Ces ouvriers embourgeoisés, cette « aristocratie ouvrière », petite-bourgeoise par son genre de vie, ses salaires, son idéologie, est la principale force de la IIe Internationale et, actuellement, le plus sûr rempart social de la bourgeoisie. Ces gens sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis du capitalisme, des propagateurs du réformisme et du chauvinisme (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

Tous ces groupes petits-bourgeois pénètrent de façon ou d'autre dans le parti, où ils introduisent l'esprit d'opportunisme. Ils représentent la principale source de fractionnement et de désagrégation ; ils désorganisent le parti, le sapent de l'intérieur. Engager la bataille contre l'impérialisme avec de tels « alliés », c'est s'exposer à être attaqué à la fois par devant et par derrière. C'est pourquoi, il faut combattre impitoyablement ces éléments opportunistes et ne pas hésiter à les expulser du parti.

Prétendre qu'il faut en triompher par une lutte idéologique au sein du parti est une théorie dangereuse qui condamne le parti à la paralysie, à un malaise chronique, qui menace de le livrer à

l'opportunisme, de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire, de le priver de son arme principale dans la lutte contre l'impérialisme.

Notre parti n'aurait pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, il n'aurait pu vaincre dans la guerre civile, s'il avait eu parmi ses membres des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. S'il a réussi à créer son unité intérieure et à souder fortement ses rangs, c'est surtout parce qu'il a su s'épurer à temps des scories de l'opportunisme et expulser les liquidateurs et les menchéviks.

Pour se développer et se fortifier, les partis prolétariens doivent se débarrasser des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes. Le parti se fortifie en se libérant des éléments opportunistes.

Avec des réformistes et des menchéviks dans ses rangs, il est impossible à la révolution prolétarienne de vaincre, de se maintenir. Cela est évident a priori.

En outre, cela a été confirmé par l'expérience de la Russie et de la Hongrie... En Russie, le régime soviétiste a traversé à maintes reprises des situations difficiles où il aurait été certainement renversé si les menchéviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient restés dans notre parti.

En Italie, de l'avis général, le prolétariat va bientôt engager les batailles décisives avec la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir politique. En un pareil moment, il est indispensable d'éloigner les menchéviks, les réformistes, les turatistes du parti ; bien plus, il sera peut-être utile d'écarter de tout poste important les communistes tant soit peu hésitants ou enclins à réaliser l'unité avec les réformistes.

A la veille ainsi qu'au moment de la bataille pour le triomphe de la révolution, les plus légères hésitations dans le parti peuvent tout perdre, faire échouer la révolution, arracher au prolétariat le pouvoir encore mal assuré et en butte à des attaques furieuses. Si, à ce moment, les chefs hésitants se retirent, il en résulte, non pas un affaiblissement, mais un renforcement du parti, du mouvement ouvrier et de la révolution. (Lénine : *Discours mensongers sur la liberté.*)

IX – Le style dans le travail

Il ne s'agit pas ici du style littéraire, mais de ce que l'on pourrait appeler le style du travail. Le léninisme est une école théorique et pratique qui forme un type spécial de militants, un style particulier de travail. Quelles sont les caractéristiques de ce style ?

Il y en a deux :

- a) l'élan révolutionnaire russe et
- b) le sens pratique américain.

Le style du léninisme, c'est l'alliance de ces deux particularités dans le travail au sein du Parti et des organismes d'Etat.

L'élan révolutionnaire russe est un antidote contre l'inertie, la routine, le conservatisme, la stagnation idéologique, la soumission servile aux traditions ancestrales. L'élan révolutionnaire russe, c'est la force vivifiante qui éveille la pensée, pousse en avant, brise le passé, ouvre de vastes perspectives et sans laquelle aucune progression n'est possible.

Mais, dans la pratique, l'élan révolutionnaire russe dégénérerait en phraséologie révolutionnaire si elle n'était alliée au praticisme américain. Nombreux sont les exemples de cette dégénérescence. Qui ne connaît la manie de la construction « révolutionnaire » abstraite, dont la source est une foi aveugle au plan-force, au décret capable de tout créer et de tout arranger ?

Dans un récit intitulé : *L'homme communiste perfectionné*, un écrivain russe, I. Ehrenburg, a très bien décrit, quoique avec quelques exagérations, un type de bolchevik qui, atteint de cette manie, s'est donné pour but de faire le schéma de l'homme idéal et... s'est complètement enlisé dans ce « travail ». Mais personne n'a raillé avec autant de vigueur que Lénine, qui la qualifiait de « vanité communiste », cette foi malade en la puissance des plans et la force souveraine des décrets.

La vanité communiste est le fait du communiste qui se figure pouvoir venir à bout de toutes ses tâches au moyen de décrets communistes (*Discours au congrès de la Section d'Education politique*).

Au révolutionnarisme creux, Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par-là que la fantaisie révolutionnaire est contraire à l'esprit et à la lettre du léninisme.

Moins de phrases pompeuses – dit-il – et plus de travail journalier... moins de trépidation politique et plus d'attention aux faits les plus simples, mais les plus tangibles de la construction communiste...

L'esprit pratique américain est au contraire un antidote contre la fantaisie « révolutionnaire. » C'est la force tenace pour qui l'impossible n'existe pas, qui surmonte patiemment tous les obstacles et mène à bout toute tâche commencée, même infime. Mais ce praticisme dégénère presque fatalement en affairisme vulgaire s'il ne s'allie à l'élan révolutionnaire.

Cette déformation spéciale a été décrite par B. Pilniak dans sa nouvelle : *La Faim*. L'auteur dépeint des types de « bolcheviks » russes, volontaires, décidés, énergiques, mais sans horizon, ne voyant pas la portée lointaine de leurs actes, le but à atteindre, et déviant par suite de la voie révolutionnaire. Personne n'a combattu aussi rudement que Lénine cet affairisme.

Il le qualifiait de « praticisme étroit, acéphale » et lui opposait ordinairement l'œuvre révolutionnaire inspirée, la perspective révolutionnaire dans les moindres tâches journalières, soulignant par-là que ce praticisme est aussi contraire au léninisme véritable que la fantaisie « révolutionnaire ».

L'élan révolutionnaire russe avec l'esprit pratique américain : telle est l'essence du léninisme dans le travail au sein du Parti et des organismes d'Etat.

Seule cette alliance nous donne le type achevé du militant léniniste, le style du léninisme dans le travail.